



---

Institut français des relations internationales

---

# Rapport d'activité 2004

Comprendre pour agir dans un monde complexe

## Sommaire

Message du directeur général	1
L'Institut français des relations internationales	2
Recherche et débats : les temps forts en 2004	4
En 2004 l'Ifri a notamment accueilli...	6
L'équipe	8

## Rapport d'activité 2004

9

La recherche	
Europe	10
Le Centre français sur les Etats-Unis - CFE	13
Russie/CEI	15
Asie	15
Maghreb-Méditerranée-Moyen-Orient	18
Sécurité	20
Economie internationale	21

Publications	24
--------------	----

L'Ifri et ses partenaires	27
Entreprises membres - Ambassades et institutions membres	28
Conférences et débats	30

## Annexes financières

33

Le Conseil d'administration	36
-----------------------------	----

---

# Message du directeur général

L'année 2004 a vu se poursuivre partout d'immenses transformations dans les domaines politiques, économiques et sociaux, avec en particulier l'élargissement à grands pas de l'Union européenne et les troubles suscités par l'ouverture des négociations avec la Turquie.

L'avenir de la construction européenne et de ses relations avec l'ensemble du continent eurasiatique apparaît comme l'une des clefs de l'avenir du monde. C'est pourquoi les deux principales innovations à l'Ifri au cours de l'année écoulée ont été d'une part, la création d'une antenne à Bruxelles – Eur-Ifri – qui devrait progressivement renforcer notre capacité de recherche et de débat au niveau européen et favoriser l'émergence de visions communes en Europe ; d'autre part, la mise en place d'une unité de recherche sur la Russie-CEI, vouée à approfondir la compréhension des bouleversements en cours dans cette partie du monde et à contribuer à un dialogue plus constructif entre les deux principales parties du continent.

Avec la mondialisation, la recherche d'une meilleure « gouvernance » apparaît dans tous les domaines comme une exigence pressante. L'Ifri a consacré des réflexions approfondies à divers aspects de cette question, notamment dans le domaine du commerce international. Je voudrais également attirer l'attention sur une importante étude sur le potentiel de croissance en France et en Europe.

Rémy Leveau nous a quittés au début de l'année 2005. Je voudrais ici rendre hommage à cette personnalité aussi éminente qu'attachante et à sa généreuse contribution aux activités de notre unité Moyen-Orient. La réflexion qu'il poursuivait sur l'intégration des populations musulmanes issues de l'immigration en Europe, à laquelle il attachait avec raison une importance capitale, a également inspiré beaucoup de nos travaux, introduisant ainsi un nouvel axe de recherche.

Je remercie l'équipe de l'Ifri qui participe aux changements internes nécessaires à la consolidation d'une institution unique en France, ainsi que l'ensemble de nos partenaires dont le soutien sans faille nous stimule et nous encourage.

**Thierry de Montbrial**

Directeur général

Membre de l'Académie des sciences morales et politiques



---

# L'Institut français des relations internationales

## Le think tank français indépendant de référence

*« Sentinelle vigilante de l'univers géopolitique, l'Ifri s'est hissé en une génération au rang des principaux instituts mondiaux »*

Jacques Chirac, novembre 1999.



L'Institut français des relations internationales est en France le principal centre de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales.

Fondé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri a été le premier think tank ou « laboratoire d'idées » français inspiré par le modèle anglo-saxon. Sa mission est de susciter le débat entre acteurs et analystes de la vie internationale et de mener une réflexion libre et approfondie sur les enjeux du monde contemporain. Il a vocation à :

- développer la recherche appliquée dans le domaine des politiques publiques à dimension internationale
- favoriser le dialogue et une interaction constructive entre chercheurs, praticiens et leaders d'opinion

Comme ses homologues internationaux, l'Ifri a une identité multiple. Producteur d'analyses, activateur d'idées, stimulateur du débat public, l'institut est l'un des acteurs au sein d'un réseau réunissant les plus grands think tanks internationaux. Par ses analyses et travaux, il fait progresser le débat public en France et en Europe et oriente la prise de décision.

Depuis plus de 25 ans, l'Ifri œuvre à contribuer par ses travaux de recherches et de débats à une meilleure compréhension des rapports entre les nations. Son équipe partage un ensemble de valeurs autour desquelles s'est constituée l'identité de l'institut :

- liberté et responsabilité
- tolérance, absence de dogmatisme, ouverture d'esprit
- rigueur et indépendance intellectuelles

L'indépendance de l'Ifri, inscrite dans ses statuts, repose notamment sur une diversification de ses sources de financement unique en France.

La conjugaison de la recherche et du débat constitue le socle des activités de l'Ifri. L'un et l'autre s'enrichissent et se stimulent mutuellement.

# Comprendre pour agir dans un monde complexe

## La recherche : comprendre pour agir dans un monde complexe

Centre de recherche pluridisciplinaire, l'Ifri réunit une trentaine de chercheurs et s'appuie sur un large éventail de spécialistes extérieurs tant en France qu'à l'étranger. Ses chercheurs s'impliquent dans les grands réseaux internationaux et interagissent en permanence avec leurs homologues étrangers.

Les travaux de l'institut s'organisent en sept pôles de recherche appelés à s'adapter en fonction de l'évolution de la situation internationale.

Approches régionales : l'Ifri conduit des programmes sur l'Europe, la Russie et la CEI, l'Asie, les Etats-Unis, le Maghreb, le Moyen-Orient et la Méditerranée.

Approches transversales : l'Ifri mène des programmes sur les évolutions politico-stratégiques et notamment les relations transatlantiques, l'économie internationale (analyse du processus de mondialisation et conséquences pour les économies nationales, avenir du commerce international, ou des politiques agricoles, ...), les questions globales (gouvernance internationale, gestion des ressources notamment en énergie, environnement, migrations, identité et citoyenneté).

## Le débat : cultiver la richesse de la diversité

Le débat suscité à l'Ifri a vocation à offrir une gamme aussi large que possible de grilles de lecture. L'institut offre un cadre informel et non partisan aux échanges de vues entre acteurs publics et privés, analystes et experts français et étrangers.

L'Ifri organise des rencontres et des débats sous diverses formes :

- Conférences-débats autour d'acteurs de la scène internationale et d'experts français et étrangers
- Colloques internationaux
- Séminaires de recherche
- Réceptions à huis clos autour de personnalités de premier plan
- Rencontres informelles entre décideurs internationaux et dirigeants d'entreprises membres

Depuis 1979, l'Ifri a organisé : 950 conférences, 75 colloques internationaux, 325 rencontres avec de hautes personnalités françaises ou étrangères. L'institut a accueilli de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement.

## Publications et diffusion des travaux : offrir des clés pour déchiffrer l'actualité

L'Ifri publie la revue trimestrielle *Politique étrangère* – la plus ancienne revue française de relations internationales et, chaque année depuis 1981, le rapport *RAMSES*, ouvrage de référence sur les grandes tendances mondiales dont le tirage moyen est de l'ordre de 10 000 exemplaires. Les travaux de recherche de l'Ifri sont diffusés dans plusieurs collections :

les « Notes de l'Ifri », les « Travaux et recherches » de l'Ifri, les « Cahiers d'Asie » et les « Nouvelles de Chine » du Centre asie ifri, les « Policy Papers », les « Notes du Cerfa » et les « Visions franco-allemandes » du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) et sur son site [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

## Une nouvelle ambition, de nouveaux objectifs

Depuis sa fondation, l'Ifri obéit à un double impératif : sensibiliser la société civile aux enjeux internationaux et renforcer la présence de la France dans les enceintes politiques, économiques et stratégiques internationales.

Aujourd'hui, l'Ifri œuvre à développer la dimension européenne de ses activités. Il entend devenir :

- un laboratoire européen d'idées et d'analyses pour stimuler le débat public international
- un acteur européen engagé dans le dialogue et le débat avec ses homologues des différents continents

Dans un monde de plus en plus globalisé où le « marché des idées » s'est ouvert et où l'information explose, l'Ifri contribue au flux de l'information qualifiée. Le renforcement de la dimension internationale de ses projets et de ses analyses en fait l'un des lieux de réflexion et d'élaboration de solutions opérationnelles aux grandes questions transversales et une référence pour les décideurs économiques, politiques et sociaux.



## L'Europe en mouvement

« Avec l'évaporation de l'empire extérieur soviétique, en 1989, il était clair que ce que l'on appelait encore la Communauté européenne se trouverait emporté par une véritable fuite en avant. En moins de 20 ans – la durée d'un clin d'œil à l'échelle de l'histoire –, elle sera passée de 12 à 27 membres [...]. Pour fabriquer une unité politique, deux conditions – à réaliser dans la durée – sont nécessaires : il faut une culture commune et une organisation assurant la cohérence de l'ensemble vis-à-vis de l'extérieur comme de l'intérieur. Seul le temps permettra l'émergence d'une culture commune, et l'on peut transposer ce que Massimo d'Azeglio disait de l'Italie et des Italiens à l'époque du Risorgimento : « Nous avons fait l'Europe, maintenant, nous devons faire les Européens. »

Thierry de Montbrial in *RAMSES* 2005.

« Dès ses débuts, la construction européenne modifie radicalement la souveraineté des États membres, ceux-ci inscrivant leur avenir dans des ensembles juridiques supranationaux (les Communautés européennes), vers lesquels ils transfèrent des compétences. Le choix de la construction européenne est un choix global : tout État choisissant d'y participer opte pour un destin nouveau, celui d'appartenir, sans doute de façon irréversible, à une entité qui le dépasse, l'encadre et le remodèle de fond en comble. »

Philippe Moreau Defarges in *Constitution européenne, voter en connaissance de cause*.

## De G.W. Bush I à G.W. Bush II : continuité et changement

« Parmi les faits marquants des dernières années, nul n'a été aussi important pour les Américains que les attentats du 11 septembre. [...] L'Amérique s'est sentie violée, et a réagi à ce crime avec toute la force d'une société rejetant comme inefficace et donc inaccepta-

ble ce qui avait rendu possible un tel outrage [...]. Pour la plupart des Américains en effet, les recettes qui valaient avant le 11 septembre avaient fait la preuve de leur insuffisance, et il était temps d'en tirer les conséquences en jetant de nouvelles bases pour les relations internationales dans leur ensemble, non seulement en matière de sécurité, mais plus généralement pour ce qu'il est convenu d'appeler la « gouvernance mondiale ». [...] La plupart des observateurs américains, même parmi les plus modérés, estiment aujourd'hui que l'univers a suffisamment changé pour que le temps soit venu d'une révision fondamentale des règles du système international. »

Guillaume Parmentier in *Les États-Unis aujourd'hui. Choc et changement*.

## Union européenne-Russie : le malentendu

« Avancée, recul ou impasse ? Au lendemain du double élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne, le partenariat entre celle-ci et la Russie est plus que jamais à la croisée des chemins. Instable mais naturel, il souffre aujourd'hui de la déception accumulée depuis plusieurs années, comme de difficultés pratiques [...]. Plus qu'une simple coopération et moins qu'une intégration effective, le partenariat exprime la volonté commune d'instaurer un dialogue de « fort à fort » mais peine à dissiper un lourd malentendu sur les valeurs et les intérêts censés l'alimenter. Cette tension entre les valeurs et les intérêts s'explique par la profonde différence de nature et d'objectif entre les deux parties. Convaincue de son bon droit et de ses valeurs, l'Union considère la Russie comme une terre de mission – non sans une certaine condescendance. Encombrée des reliefs de sa superpuissance et fixée sur ses intérêts immédiats, la Russie réduit volontiers l'Union à sa dimension économique – non sans un certain mépris. »

Thomas Gomart in *Politique étrangère* n°2/2004.

## L'irrésistible ascension de la Chine

« Est-ce une évolution historique sans précédent, ou un retour au passé impérial ? Sous les Tang et sous les Song (VII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles), démographie et économie chinoises pesaient déjà fort lourd par rapport aux autres centres de civilisation mondiale. Mais dans un monde cloisonné [...] le poids de la Chine ne se traduisait pas en puissance au-delà de ses confins. [...] Est-il possible qu'une parenthèse historique ouverte à la fin de l'ère Qianlong (1796), dernière grande période de rayonnement de la Chine, se referme aujourd'hui, le retour de l'influence chinoise bénéficiant de surcroît d'un mouvement de globalisation qui amplifie les gains et les pertes de chaque protagoniste ? »

François Godement in *Asie - Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan, Viêt-nam...*

« La montée en puissance de la Chine en Asie orientale ne se limite pas au rôle central que joue cette économie [...] dans la dynamique de croissance de la zone ; elle se reflète également dans l'affirmation progressive d'ambitions régionales. Si, depuis quelques années, diverses manœuvres de diplomatie économique semblent traduire la volonté de Pékin d'atténuer les craintes de ses voisins (notamment ceux de l'ASEAN) [...], les dirigeants chinois cherchent probablement aussi, d'une part, à défendre les intérêts du pays dans la région et, d'autre part, à s'imposer aux côtés, si ce n'est à la place, du Japon comme leader économique régional. »

Françoise Nicolas in *Politique étrangère*, n°2/2004.

## Islam et politique

« Le rapport entre islam et politique doit être relu maintenant à la lumière, notamment, de l'échec de la révolution islamique en Iran et de l'émergence des partis islamiques s'inscrivant dans le jeu du pluralisme parlementaire,



en Turquie, au Liban et au Maroc par exemple. Le problème de la participation au pouvoir des partis islamistes et de leur respect des règles du jeu démocratique se situe donc aujourd'hui au cœur du débat. Cela n'interdit pas de revenir sur la nature des rapports doctrinaux, parfois ambigus, entre ces formations et les institutions politiques. »

« Dans l'enjeu qui s'esquisse à propos de l'entrée de la Turquie en Europe, [...] dans la réalité, le débat porte sur les frontières de l'identité européenne, avec la question de l'islam comme enjeu principal. L'islam de l'immigration va d'un seul coup se renforcer. [...] Très peu voient les enjeux en termes de mondialisation et de construction autour de l'Union européenne d'une communauté de sécurité régionale qui incorporerait à l'Europe sous des formes diverses une part significative de son environnement de culture musulmane. »

Rémy Leveau (ouvrage à paraître).

### Les défis du deuxième âge nucléaire

« Il s'agit à la fois de consolider les régimes de non-prolifération traditionnels et d'agir à titre préventif pour neutraliser les organisations terroristes et les États sans foi ni loi tentés de favoriser leurs desseins nihilistes. À cet égard, les États-Unis et l'Union européenne ont des positions convergentes [...]. Toutefois, on peut douter de la pertinence d'une approche qui [...] négligerait la contribution de la maîtrise des armements et du désarmement à l'instauration d'un nouveau système de sécurité collective. Les conflits qui ont surgi entre les États dotés de l'arme nucléaire et ceux qui en sont dépourvus [...] ne laissent pas bien augurer de la consolidation d'un régime dont les aspects discriminatoires sont vivement ressentis par un nombre croissant d'États. »

Jean Klein in *RAMSES* 2005.

« La question des armes biologiques résume nombre des caractéristiques du champ conflictuel actuel. De telles armes pourraient demain s'appuyer sur des technologies relativement peu complexes, à très forte potentialité de développement et de diffusion. Elles pourraient devenir utilisables par des groupes humains très limités. Les moyens internationaux de contrôle (accords, conventions, vérification) paraissent très décalés face à une réalité très évolutive. Et l'effet destructif de telles armes serait massif sur le moral des populations, et donc la stabilité des sociétés ».

Dominique David in *Politique étrangère*, n°1/2005.

### OMC : la régulation en berne

« L'échec de Cancun [a montré que] les opinions publiques n'adhèrent pas à un projet décalé par rapport à leurs inquiétudes : délocalisations, insécurité économique, "licenciements financiers". La régulation n'apporte pas de réponse aux perdants de la mondialisation, même si le commerce n'est pas toujours à l'origine de leurs difficultés. [...] L'accord [de Genève, en 2004] permet de relancer le cycle de négociations engagé à Doha, [mais] en l'allégeant du projet européen d'ajouter à "l'ordre spontané" de la mondialisation économique un ordre construit par les règles et la gouvernance multilatérales, à travers l'OMC et un "cycle large" de négociations : la "régulation" venait équilibrer la libéralisation [...]. En oubliant la compensation, la vision européenne de la régulation se vouait à l'échec. [...] L'Europe doit aller plus vite et plus loin par la création d'un mécanisme européen de soutien au revenu et à la reconversion des travailleurs dont les emplois sont déplacés par les échanges internationaux. Le programme européen reposerait sur trois principes fondateurs : création d'un lien financier direct

avec le citoyen ; proportionnalité des aides aux efforts nationaux de solidarité [...] ; et subsidiarité [...]. »

Jean-Marie-Paugam et Denis Tersen in *Politique étrangère*, n°3/2004.

### France : croissance en panne

« Le niveau de vie des Français progresse moins vite que celui des Américains depuis près d'un quart de siècle. Les citoyens observent eux la persistance d'un taux de chômage élevé et le développement de nouvelles inégalités. Les performances récentes de l'économie française sont bien sûr influencées par la conjoncture européenne médiocre et les politiques macroéconomiques, mais plongent leurs racines dans l'insuffisante évolution de notre modèle productif depuis les années 1980. [...] La France ne peut s'engager sur une nouvelle trajectoire de croissance que si l'organisation de l'économie devient plus favorable aux secteurs innovants dans l'industrie et les services. [...] Les politiques économiques doivent prendre en compte la complémentarité qui existe entre les besoins de flexibilité de la part des entreprises et la demande de sécurité des revenus de la part des salariés. [...] Certains pays européens ont réussi à stimuler le processus de destruction créatrice, sans renoncer à un bon niveau de protection sociale. Leurs expériences suggèrent que la France pourrait simultanément modifier sa trajectoire de croissance et mieux combattre les inégalités. »

Frédérique Sachwald et Luis Miotti in *La Croissance française 1950-2030 : le défi de l'innovation*.

# En 2004 l'Ifri a notamment accueilli...



- A** MAHDI ABDUL-HADI, directeur de la Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (PASSIA), Jérusalem ; SAMIM AKGÖNÜL, CNRS, Strasbourg ; GRANT ALDONAS, sous-secrétaire américain chargé du Commerce international ; ILHAM ALIEV, président de la République d'Azerbaïdjan ; THOMAS ANDERSSON, président de l'International Organisation for Knowledge Economy and Enterprise Development (IKED), Malmö (Suède) ; PASCALE ANDRÉANI, conseiller pour les Affaires européennes auprès du Premier ministre ; GILLES ANDRÉANI, directeur, Centre d'analyse et de prévision, ministère des Affaires étrangères.
- B** ABDULLAH AHMAD BADAWI, Premier ministre de la Malaisie ; PETER BALAS, ambassadeur, représentant permanent de la Hongrie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ; PEKIN BARAN, vice-président de la Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (Tusiad), Turquie ; DOUG BEREUTER, député du Nebraska, Washington ; CHRISTOPH BERTRAM, directeur de la Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin ; CHRISTIAN BLANC, député des Yvelines ; ANTHONY BLINKEN, sénateur, membre de la commission des Affaires étrangères, Washington ; AVIS BOHLEN, ancien secrétaire d'État adjoint à la maîtrise des armements, Woodrow Wilson International Center, Washington ; EMMA BONINO, ancien commissaire européen ; JEAN-LOUIS BOURLANGES, député européen ; DOMINIQUE BORDE, associé principal, Paul, Hastings, Janofsky & Walker, Paris ; IVAN BORTNIK, directeur général, Foundation for Assistance to Small Innovative Enterprises, Moscou ; CARLOS BRAGA, conseiller senior, département du Commerce international, Banque mondiale ; MARC PERRIN DE BRICHAMBAUT, directeur, délégation aux affaires stratégiques, ministère de la Défense.
- C** JEAN-PIERRE CABESTAN, directeur de recherche, CNRS ; PAOLO DE CASTRO, professeur à l'Université de Bologne, ancien ministre italien de l'Agriculture ; BRAHMA CHELLANEY, Centre for Policy Research, New Delhi ; Amb. MARTIN CHESHES, Special Representative, Africa Center for Strategic Studies, Washington, D.C. ; JAE-IK CHOI, vice-président de la Korean Industrial Technology Association (KoITA) ; JANEK CICHOCKI, directeur, Institut des études orientales, Varsovie ; JOSEPH CIRINCIONE, directeur, non-prolifération, Carnegie Endowment for International Peace, Washington ; CHARLES COGAN, Université Harvard, États-Unis ; CHARLES E. COOK, rédacteur en chef et directeur, *The Cook Political Report* ; ROBERT COOPER, directeur général, Relations économiques extérieures et Politique étrangère et de sécurité commune, Conseil de l'Union européenne, Bruxelles ; RALPH COSSA, président, Pacific Forum, Honolulu.
- D** URI DADUSH, directeur pour le Commerce et directeur du groupe des perspectives économiques, Banque mondiale ; THERESE DELPECH, CEA, Paris ; KEMAL DERVIS, ancien vice-président de la Banque mondiale, ancien ministre turc de l'Économie ; membre du Parlement turc ; IRINA DEZHINA, Leading Researcher, Institute for the Economy in Transition, Moscou ; ROGER DIWAN, directeur général, Petroleum Finance Consulting Energy, Washington ; EDWARD P. DJEREJIAN, directeur, James A. Baker III Institute for Public Policy, Houston ; TATIANA DMITRIEVA, ancien ministre de la Santé, Moscou.
- E** RECEP TAYYIP ERDOGAN, Premier ministre de Turquie ; GARETH EVANS, ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie, président, International Crisis Group.
- F** GEORG FAHRENSCHON, député (CSU) au Bundestag, vice-président du groupe des jeunes députés CDU/CSU, RFA ; YOURI FEDOROV, directeur du Centre d'études sur la paix et la guerre à l'Institut d'État des relations internationales (MGIMO), Moscou ; JOSEF FEITER, secrétaire général du Comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA), Bruxelles ; JEAN FRANÇOIS-PONCET, ancien ministre, sénateur, Paris ; RÜDIGER FRANK, Prof., Institute for East Asian Studies, Université de Vienne.
- G** HERVÉ GAYMARD, ministre français de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires rurales ; Bronislaw GEREMEK, ancien ministre polonais des Affaires étrangères ; CARLOS GHOSN, président-directeur général de Nissan Motor Co., Ltd. ; PHIL GOFF, ministre néo-zélandais des Affaires étrangères, du Commerce et de la Justice ; CHARLES GRANT, directeur du Centre for European Reform, Londres ; OWEN GREENE, Prof., department of Peace Studies, Université de Bradford (Royaume-Uni) ; ALFRED GROSSER, professeur émérite de l'Institut d'études politiques de Paris, président du CIRAC ; SIR JEREMY GREENSTOCK, représentant spécial du Royaume-Uni en Irak ; ÉLISABETH GUIGOU, ancien ministre, députée à l'Assemblée nationale, Paris.
- H** CHUCK HAGEL, sénateur du Nebraska, Washington ; CLAUDIE HAIGNERÉ, ministre délégué aux Affaires européennes, Paris ; TOM HART, prof. Stockholm School of Economics ; CAROLINA HERNANDEZ, présidente, Institute for Strategic and Development Studies (ISDS), Manille ; PHILIPPE HERZOG, vice-président de la Commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen ; STANLEY HOFFMANN, professeur, Université Harvard (États-Unis) ; CHRIS HUGHES, directeur, Asia Research Center, London School of Economics ; JAE-HYUN HYUN, président, Dong Yang Group, Séoul.
- I-J-K** SERGUEI IASTRJEMBSKI, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour les relations avec l'Union européenne, Moscou ; IL SAGONG, ancien ministre des Finances de Corée ; ANDRÉ JANIER, ambassadeur chargé du processus euro-méditerranéen, ministère des Affaires étrangères, Paris ; MATHIAS JOPP, directeur de l'Institut de politique européenne, Berlin ; JEAN-CLAUDE JUNCKER, Premier ministre du Luxembourg ; KARL KAISER, Senior Scholar à la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), chargé d'enseignement à l'Université Harvard ; LAWRENCE F. KAPLAN, senior fellow, the Hudson Institute, Washington D.C. ; RASHID KHALIDI, titulaire de la chaire Edward Saïd, Université de Columbia (États-Unis) ; JU CHUL-KI, ambassadeur de Corée à Paris ; KYUNG-WON KIM, président, Institute of Social Sciences, président du Seoul Forum for International Affairs, ancien ambassadeur à Washington et aux Nations unies ; BOGDAN KLICH, député européen, président de l'Institut des études stratégiques, Varsovie ; THOMAS KRÜGER, président du Bundeszentrale für politische Bildung (bpb), Bonn ; ALEXANDER KWASNIEWSKI, président de la République de Pologne.
- L** KARL LAMERS, ancien porte-parole de la CDU au Bundestag ; JACQUES DE LAROSIERE, gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien directeur du FMI, conseiller de BNP Paribas, Paris ; CHUNG LAI, directeur, Foreign Policy Studies, the Taiwan Think Tank, Taiwan ; HONG-KOO LEE, président du Seoul Forum, ancien Premier ministre de Corée ; JUNE GUNN LEE, directeur de KIST Europe (Saarbrücken) ; JO LEINEN, député européen, président du Comité des affaires constitutionnelles, vice-président du Mouvement européen international ; MARC E. LELAND, président, German Marshall Fund of the United States, Washington ;





**JEAN-DAVID LEVITTE**, ambassadeur de France à Washington ; **PATRICIA LEWIS**, directeur, UNIDIR, Genève ; **PIERRE LEVY**, directeur, Centre d'analyse et de prévision, ministère des Affaires étrangères, Paris ; **PETER LINDHOLM**, directeur général, Inno-Group, Sophia Antipolis ; **JAMES M. LINDSAY**, directeur des études, Council on Foreign Relations New York ; **CHIH-CHENG LO**, directeur exécutif, Institute for National Policy Research (INPR), Taiwan ; **REINHARD LYHS**, président de Daimler Chrysler France.

**M** **MA XIAOHE**, directeur de l'Institut de recherche du développement industriel, Développement national et commission de la réforme (SDRC), Pékin ; **RAD. MICHAEL MCDEVITT**, directeur, Center for Strategic Studies, CNAC (États-Unis) ; **ROBERT MALLEY**, directeur du programme Moyen-Orient-Maghreb, International Crisis Group ; le général **MICHEL MASSON**, sous-chef d'Etat-Major des Armées chargé des Relations internationales ; **FRANCIS MER**, ancien ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ; **THOMAS E. MANN**, Senior Fellow, Governance Studies, the W. Averell Harriman chair, The Brookings Institution, Washington D.C. ; **ALAN MATTHEWS**, chef du département d'Économie, titulaire de la chaire Jean Monnet, Trinity College, Dublin ; **FRIEDER MEYER-KRAHMER**, directeur du Fraunhofer Institute for Systems and Innovation Research, Karlsruhe ; **NILS MIZNIEKS**, ministre de l'Intégration sociale de Lettonie, Riga ; **MAKIO MIYAGAWA**, directeur, Japan Institute of International Affairs, Tokyo ; **MARIO MONTI**, ancien commissaire européen, professeur à l'Université de Milan ; **CARLOS MORGADO**, ministre de l'Économie et du Commerce du Mozambique, Maputo.

**N** **SERGIUS NAJAR**, vice-ministre polonais des Affaires étrangères chargé des affaires économiques, Varsovie ; **HENRI NALLET**, ancien ministre français de l'Agriculture ; **KAMAL NATH**, ministre du Commerce extérieur de l'Inde ; **ULF NEHRBASS**, directeur de l'Institut Pasteur Corée ; **KLAUS NEUBERT**, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Paris ; **JEAN-PAUL N'GOUPE**, ancien ministre de la République centrafricaine ; **ALEXANDRE NIKITINE**, professeur au MGIMO, Moscou.

**P-Q** **CHRIS PATTEN**, commissaire européen chargé des relations extérieures, Bruxelles ; **FRANÇOIS PERIGOT**, président, Medef International et Organisation internationale des employeurs, Paris ; **MAURO PETRICCIONE**, directeur, DG Commerce, Commission européenne ; **ROBIN PHAROAH**, senior researcher, HIV/AIDS and Security Project, Institute for Security Studies, Prétoria, Afrique du Sud ; **JAROSLAW PIETRAS**, secrétaire d'État, chef du comité pour l'intégration européenne, Varsovie ; **PETER PIOT**, executive director, ONUSIDA, Genève ; **Jonathan D. POLLACK**, directeur, département de la recherche stratégique, Center for Naval Warfare Studies, Naval War College, Newport (Rhode Island, États-Unis) ; **VLADIMIR POZNER**, doyen de la Pozner School of Television Journalism, président de l'Académie de la télévision russe, Moscou.

**R** **ANDERS FOGH RASMUSSEN**, Premier ministre du Danemark ; **JANUSZ REITER**, président du Centre de relations internationales, Varsovie ; **ALAIN RICHARD**, ancien ministre de la Défense ; **FRANÇOIS RIVASSEAU**, représentant permanent de la France à la Conférence sur le désarmement, Genève ; **BRAD ROBERTS**, chercheur, Institute for Defense Analyses, Alexandria (Virginie, États-Unis) ; **ALVARO GIL ROBLES**, Commissaire européen aux droits de l'Homme, Conseil de l'Europe, Strasbourg ; **MICHEL ROCARD**, ancien Premier ministre, député européen ; **JEFFREY ROSEN**, George Washington University Law School, Washington ; **ALBERT ROHAN**, ancien secrétaire général du ministère autrichien des Affaires étrangères. ; **OLIVIER ROY**, directeur de recherche, CNRS.

**S** **ANATOLY SAFONOV**, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour la lutte contre le terrorisme, Moscou ; **amb. YUKIO SATOH**, président, Japan Institute of International Affairs, Tokyo ; **WOLFGANG SCHÄUBLE**, vice-président du groupe parlementaire de la CDU chargé de politique étrangère, européenne et de sécurité au Bundestag ; **JAAP DE HOOP SCHEFFER**, secrétaire général de l'OTAN, Bruxelles ; **ANDREAS SCHOCKENHOFF**, membre du Parlement allemand, CDU, président du groupe parlementaire franco-allemand ; **GESINE SCHWANN**, candidate à la présidence de la République fédérale d'Allemagne en 2004, présidente de l'Université germano-polonaise de Viadrina (Francfort-sur-Oder), coordinatrice pour les relations germano-polonaises ; **MICHAELE SCHREYER**, commissaire européen chargé du budget ; **JEAN-MICHEL SEVERINO**, directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Paris ; **LEILA SHAHID**, déléguée générale de Palestine en France ; **LILIA SHEVTSOVA**, Senior Research Fellow au Carnegie Center, Moscou ; **SERGIO SILVA DO AMARAL**, ambassadeur du Brésil à Paris ; **ALEKSANDER SMOLAR**, président de la Fondation Batory, Varsovie ; **DEAN SPINANGER**, professeur, Université de Kiel ; **NADINE STROSSEN**, présidente American Civil Liberties Union, New York ; **PIOTR SWITALSKI**, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères du ministère polonais des Affaires étrangères, ancien directeur du CAP polonais, Varsovie ; **SUPACHAI PANITCHPADKI**, directeur général de l'OMC.

**T** **SEIICHIRO TAKAGI**, prof. School of International Politics, Economic and Business, Aoyama Gakuin University, Tokyo ; **PIERRE TAMBOURIN**, directeur général du Gépole d'Évry ; **NAOKI TANAKA**, président, The 21<sup>st</sup> Century Public Policy Institute, Tokyo ; **SEKI TOMODA**, directeur, Institute for Asian Studies, Asia University, Tokyo ; **JAN TOMBINSKI**, ambassadeur de Pologne à Paris ; **JEAN-CLAUDE TRICHET**, président de la Banque centrale européenne ; **ANATOLI TORKUNOV**, recteur du MGIMO, Moscou ; **LAURENCE TUBIANA**, directeur, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), Paris ; **JONATHAN TUCKER**, Center for Nonproliferation Studies, Monterey Institute, Washington.

**U-V-W** **FRANK UMBACH**, chercheur senior, DGAP, Berlin ; **ANTONIO VITORINO**, commissaire européen chargé de la Justice et des Affaires intérieures ; **JUSUF WANANDI**, président, Centre for Strategic and International Studies, Djakarta ; **ADAM WARD**, chercheur senior, International Institute for Strategic Studies (IISS), Londres ; **THIERRY WEIL**, École des Mines, **KENNETH WEINSTEIN**, vice-president and chief operating officer, Hudson Institute, Washington ; **WU JIANMIN**, président de la China Foreign Affairs University, Pékin.

**X-Y-Z** **ALEXANDRE ZAFIRIOU**, administrateur principal, secrétariat général du Conseil européen, bureau Méditerranée, Bruxelles ; **ROBERT .B. ZOELLICK**, représentant des États-Unis pour le Commerce ; **MIOMIR ZUZUL**, ministre croate des Affaires étrangères, Zagreb.

\* Cette liste n'est pas exhaustive. Elle ne mentionne notamment pas de nombreux experts dont la participation aux travaux de l'Ifri a été capitale.

**Thierry de Montbrial**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques, directeur général • Thérèse Vigne, assistante

**Pierre Lepetit**, directeur exécutif • Marie-France Feigenbaum, assistante

**Dominique Moisi**, conseiller spécial

**Marie-Claude de Saint-Hilaire**, chargée de mission auprès du directeur général

## Recherche

### Eur-Ifri

Pierre Defraigne (Bruxelles) • Eliane Mossé, conseiller pour le CFA • Christophe Bertossi • Marie-Hélène Fandel et Sophie Lenoble, assistantes de recherche (Bruxelles) • Martine Breux, assistante

### Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

Hans Stark • Claire Demesmay • Janine Ziegler, assistante de recherche

### Centre français sur les États-Unis (CFE)

Guillaume Parmentier • Laurence Nardon • Pierre Noël • François Vergniolle de Chantal • Maité Jaureguy-Naudin • Marie Techer, assistante

### Centre asie Ifri

Françoise Nicolas • Florence Biot • Sophie Boisseau du Rocher • Michal Meidan • Guibourg Delamotte • Cécile Campagne, assistante

### Russie/CEI

Thomas Gomart • Tatiana Jean, assistante de recherche • Catherine Meniane, assistante

### Maghreb/Moyen-Orient/Méditerranée

Denis Bauchard • Khadija Mohsen-Finan • Judith Cahen • Mohammed El Oifi • Dorothee Schmid • Jeanne Frey, assistante

### Sécurité

Dominique David • Étienne de Durand • Jean Klein • Aline Lebœuf • Jolyon Howorth • Françoise Thomas, assistante

### Économie mondiale

Frédérique Sachwald • Luis Miotti • Vincent Vasques • Catherine Meniane, assistante

### Politiques agricoles

Pierre Rainelli • Guy Legras • Anne-Claire Thomas, assistante de recherche

### Politiques commerciales

Jean-Marie Paugam • Anne-Sophie Novel, assistante de recherche

## Chercheurs associés

Frédéric Bozo et Ethan Kapstein

## RAMSES

Thierry de Montbrial et Philippe Moreau Defarges, co-directeurs de la publication

• Marie-Claire Bani-Amer, assistante

## Politique étrangère

Dominique David, rédacteur en chef

## Publications

Marielle Roubach, secrétaire de rédaction

Delphine Renard, assistante d'édition

*Les biographies des chercheurs sont disponibles sur le site de l'Ifri ([www.ifri.org](http://www.ifri.org)).*

## Développement

### Direction du développement et de la communication

Corinne Degoutte, directeur

Dominique Desgranges, chargée de recherche et de gestion des prospects • Natacha Crance, assistante communication • Marie-Josèphe Turpault, chargée des relations avec les adhérents

## Secrétariat général

Florent Baran, secrétaire général

Corinne Bureau, adjointe au secrétaire général  
Alexandre Houdayer, chargé de mission • Bernadette Chartrin, comptable • Françoise Henry, assistante • Dayra Gastine, hôtesse • Alex Maleau, technicien

## Bibliothèque-documentation

Olivier Javay • Daniel Marier • Dina Marx

• Azra Isakovich • Alain Riclet

## Services généraux

Nathalie Hartmann, responsable du service

Selim Bouabssa, Mustapha Zitouni

## Informatique

Daniel Safon, informaticien • Daniel Marier, webmestre

# Rapport d'activité 2004

## La recherche

Europe	10
Le Centre français sur les États-Unis - CFE	13
Russie/CEI	15
Asie	15
Maghreb-Méditerranée-Moyen-Orient	18
Sécurité	20
Economie internationale	21

---

Publications	24
--------------	----

---

L'Ifri et ses partenaires	27
Entreprises membres - Ambassades et institutions membres	28
Conférences et débats	30

# La Recherche

## Europe

Trois axes ont été privilégiés : la Constitution européenne ; l'élargissement de l'Union ; le budget 2007-2013 qui déterminera les moyens financiers de l'Union élargie . L'Ifri a apporté sa contribution au débat sur chacun de ces thèmes, avec un souci d'analyse et d'information.

**Chercheurs :** *Philippe Moreau Defarges ; Maxime Lefebvre* (institutions, élargissement, financement de l'Union, politique étrangère et de défense) ; *Christophe Bertossi*, chargé de recherche (citoyenneté, institutions, identités, frontières).



Bronislaw Geremek,  
Thierry de Montbrial,  
Angela Schwall-Düren

• **La Constitution européenne.** Étape majeure dans le processus d'adaptation de l'Union européenne au grand défi de l'élargissement, le traité constitutionnel, adopté par le Conseil européen le 18 juin 2004, a fait l'objet d'un débat public avec *Olivier Duhamel* et *Jean-Louis Bourlanges*, députés au Parlement européen (« **Vers une Constitution européenne ?** », 22 janvier). *P. Moreau Defarges* en a analysé les enjeux dans *Comprendre la Constitution européenne* et *La Constitution européenne en question* et *M. Lefebvre* dans deux « Policy Papers » : *L'Europe aura-t-elle sa Constitution ?*, « Policy Paper » n° 7, Ifri, janvier 2004 et *La Constitution européenne : bilan d'un accouchement (2002-2004)*, « Policy Paper » n° 8, Paris, Ifri, septembre 2004 (disponibles sur le site de l'Ifri).

• **L'élargissement.** L'Ifri a célébré l'élargissement historique de l'UE à 25 en contribuant activement à la « Saison polonaise en France » (*Nova Polska*, mai-décembre 2004) à l'initiative de *M. Lefebvre*. Dans ce cadre, une table ronde sur « L'avenir du triangle de Weimar » a réuni *Bronislaw Geremek*, ancien ministre polonais des Affaires étrangères, et *Angela Schwall-Düren*, vice-présidente du groupe SPD du Bundestag (17 mai) ; un colloque franco-polonais d'une journée, « **Regards franco-polonais sur l'Europe** » (10 novembre), ouvert par la ministre déléguée aux Affaires européennes, *Claudie Haigneré*, et le secrétaire d'État polonais, *Jaroslav Pietras*, chef du comité pour l'intégration européenne, a permis des échanges approfondis sur la nouvelle Europe et ses relations avec ses voisins et l'allié transatlantique.

À la veille de la publication du rapport de la Commission européenne et du Conseil européen de décembre sur la demande d'adhésion

de la Turquie, plusieurs débats ont été consacrés à la candidature turque. *Michel Rocard*, *Emma Bonino* et *Albert Rohan*, membres de la Commission indépendante sur la Turquie, présidée par *Martti Ahtisaari*, ancien président finlandais, ont présenté le rapport établi par cette commission, *La Turquie dans l'Europe : plus qu'une promesse ?* (1<sup>er</sup> octobre).

• **Le budget de l'Union.** En partenariat avec le Centre des études européennes de Strasbourg (CEES), un groupe de travail, coordonné par *M. Lefebvre*, a analysé les enjeux de la négociation du budget 2007-2013. Ces travaux se sont clos par une table ronde présidée par *Ralph Dassa* (CEES) le 9 septembre et la publication de *Quel budget européen à l'horizon 2013 ? Moyens et politiques d'une Union élargie*. Cet ouvrage développe des réflexions nouvelles sur l'avenir des politiques communes et l'approfondissement politique de la construction européenne, élabore divers scénarios pour le budget européen à l'horizon 2013 et formule des recommandations et des suggestions visant à nourrir le débat et éclairer les choix publics.

Enfin, dans le prolongement de ses travaux antérieurs sur la question d'identité et de citoyenneté européenne soulevée par l'installation, dans les pays de l'Union, de populations immigrées (capacité de l'Europe à générer une citoyenneté commune intégrant de nouvelles identités culturelles et religieuses), *C. Bertossi* a conduit une étude sur « Les militaires issus de l'immigration » avec *Rémy Leveau* et *Catherine Wihtol de Wenden*.

### Eur-Ifri : l'Ifri s'implante à Bruxelles

*L'Ifri ouvre une branche européenne, Eur-Ifri, à Bruxelles en 2005. La mission d'Eur-Ifri est d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire ; de renforcer les collaborations et les échanges sur les questions européennes en associant décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle européenne ; de contribuer au développement d'idées*

*nouvelles et d'alimenter la prise de décision communautaire. Eur-Ifri mène trois types d'activités : des études policy oriented, des rencontres et des conférences.*

*Eur-Ifri est dirigé par Pierre Defraigne. L'équipe se compose de Christophe Bertossi, chargé de recherche et de Marie-Hélène Fandel et Sophie Lenoble, assistantes de recherche.*

## Le Comité d'études des relations franco-allemandes, Cerfa

Créé en 1954, le Cerfa a vocation à contribuer à une meilleure connaissance mutuelle des deux pays en matière politique et économique. La tutelle en est assurée par l'Ifri du côté français et la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik (DGAP), du côté allemand. Son financement est assuré à parité par le ministère français des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt. Le Cerfa est l'un des principaux lieux de recherche et de débat en France sur les relations franco-allemandes.

**Chercheurs :** Hans Stark, secrétaire général (politique intérieure et étrangère de l'Allemagne, relations franco-allemandes, intégration européenne) ; Claire Demesmay (culture politique et débats de société de l'Allemagne contemporaine, relations franco-allemandes, identité et citoyenneté en Europe) ; Janine Ziegler, assistante de recherche.



50 ans de relations franco-allemandes  
50 ans de Cerfa : bilans et perspectives d'avenir.  
Parmi les intervenants de gauche à droite et de haut en bas : Jean-Louis Bourlanges, Hans Stark, Sylvie Goulard, Mario Monti, Alfred Crosser, Wolfgang Schaüble, Elisabeth Guigou et Jo Leinen.

Les travaux du Cerfa s'articulent autour de trois thèmes.

- **L'Allemagne contemporaine.** L'accent est mis, d'une part, sur les aspects sociaux, économiques et politiques (évolution des formations et coalitions politiques, pratique de la citoyenneté, dynamique entre l'Est et l'Ouest, réformes économiques etc.), d'autre part, sur la politique européenne de l'Allemagne et ses relations avec des pays extracommunautaires. Ces travaux font l'objet de notes régulières (collection des « Notes du Cerfa ») et d'ouvrages. *Qui dirige l'Allemagne ?*, réalisé sous la direction de C. Demesmay et H. Stark (janvier 2005), sera suivi par un second volume, *Qui sont les Allemands ?*

- **Les relations franco-allemandes dans leurs diverses dimensions.** L'objectif de ce programme est d'approfondir le dialogue sur les dossiers d'intérêt commun et les grands défis bilatéraux en identifiant les convergences et les divergences entre les deux pays. Les relations franco-allemandes constituant un mécanisme fondamental du processus d'intégration européenne, une attention particulière est accordée à la contribution conjointe des deux pays à la construction européenne. Les études réalisées dans ce cadre sont publiées dans la collection de notes régulières créée en 2004, *Visions franco-allemandes* (disponibles sur le site de l'Ifri).

Deux séminaires réunissant des experts européens ont été organisés : « **Le couple franco-allemand et l'Europe : légitime, efficace ?** » (2 avril), axé sur la perception du tandem franco-allemand en Europe

après la crise irakienne et l'échec du sommet de Bruxelles, ainsi que sur les chances de réalisation d'une Europe « à plusieurs vitesses » et son impact sur l'équilibre institutionnel et la PESD ; « **L'avenir du financement de l'Union européenne** » (9 février) s'est interrogé d'une part sur le budget de l'Union européenne face au défi de l'élargissement et d'autre part sur les orientations pour les prochaines perspectives financières.

- **L'intégration européenne.** Dans le prolongement de ces travaux, le Cerfa contribue à la réflexion sur l'évolution politique, juridique et institutionnelle de l'Union européenne, ainsi que sur sa politique extérieure, et prend position dans le débat sur la forme institutionnelle de l'Europe.

Il a notamment co-organisé un séminaire franco-germano-russe d'une journée « **Intérêts communs - attentes divergentes ? Les relations entre l'Union européenne et la Russie après l'élargissement** » (20 juin) avec la DGAP (Berlin) et le MGIMO (Institut d'État des relations internationales de Moscou), en collaboration avec le Centre d'analyse et de prévision du ministère français des Affaires étrangères et de ses homologues allemand et russe. L'adaptation de la relation franco-allemande au nouveau contexte européen est analysée dans le cadre de la collection *La France, l'Allemagne, l'Europe* que le Cerfa édite conjointement avec le Programme France/Relations franco-allemandes de la DGAP.

### Conférences-débats

20 avril

« **L'Europe à l'heure des réformes : un point de vue allemand** ». Georg Fahrenschon, député du parti social-chrétien (CSU), membre de la Commission des finances, vice-président du groupe des jeunes députés CDU/CSU du Bundestag.

13 Mai

« **Quel financement pour l'Europe élargie ?** »  
Michaele Schreyer, membre de la Commission européenne, chargée du budget européen.

22 juin

« **Quelles perspectives pour l'Est de l'Allemagne dans l'Europe des 25 ?** »

Sven Vollrath, directeur de cabinet du président du Bundestag, Wolfgang Thierse, vice-président du SPD de Berlin.

8 juillet

« **Vers une politique étrangère commune en Europe : mythe ou réalité ?** »

Christoph Heusgen, directeur de l'Unité de planification de la politique et d'alerte rapide du Conseil de l'Union européenne.

7 septembre

« **Allemagne : enjeux démographiques et solidarité intergénérationnelle** »

Philipp Missfelder, président de la Junge Union, organisme de jeunesse du parti de la CDU.

5 octobre

« **Réformes et performances économiques en Allemagne** »

Eckhard Wurzel, chef du bureau Allemagne/Autriche au Département des affaires économiques de l'OCDE.

21 octobre

« Le rôle de la France et de l'Allemagne dans le processus d'intégration européenne »

Jean-Louis Bourlanges, député européen, et Karl Lamers, ancien porte-parole de la CDU au Bundestag et co-auteur du papier « Schäuble-Lamers » (1994)

8 novembre

« France-Allemagne-Pologne : une entente pour l'Europe ? ». Gesine Schwan, candidate à la présidence de la République fédérale d'Allemagne en 2004, présidente de l'Université germano-polonaise Viadrina (Francfort-sur-l'Oder) et coordinatrice pour les relations germano-polonaises, et Daniel Vernet, directeur des relations internationales au quotidien *Le Monde*.

9 décembre

« Français et Allemands face à l'adhésion de la Turquie à l'Union »

Sylvie Goulard, ancienne conseillère de Romano Prodi à la Commission européenne, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, et Thomas Klau, correspondant du *Financial Times Deutschland* à Bruxelles.

**Le Comité d'études des relations franco-allemandes a fêté ses 50 ans !**

Le Cerfa a célébré cet événement par un grand colloque « 50 ans de relations franco-allemandes, 50 ans de Cerfa : bilan et perspectives d'avenir » (24 janvier 2005). Consacré à l'ensemble des questions qui ont marqué les relations franco-allemandes dans l'année en cours – l'intégration européenne, la sécurité internationale, les relations transatlantiques, la coopération industrielle

bilatérale et la réconciliation 60 ans après le D-Day –, ce colloque a donné lieu à des échanges ouverts et substantiels entre responsables politiques, chefs d'entreprise, chercheurs et journalistes français et allemands. Il a reçu le soutien des ministères français et allemand des Affaires étrangères, ainsi que de la Fondation Robert Schuman et de la Robert Bosch Stiftung.

**Le Centre franco-autrichien pour le rapprochement européen (CFA)  
L'intégration européenne et les nouveaux voisins**

Le CFA est une organisation intergouvernementale franco-autrichienne créée en 1978 afin de contribuer au développement des relations économiques entre pays européens de l'Ouest et de l'Est. Son siège est à Vienne. Sa présidence est assurée par Thierry de Montbrial depuis 1985 et son secrétaire général est l'ambassadeur Peter Jankowitsch (Vienne). Le CFA associe aujourd'hui, outre l'Autriche et la France, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, la Bulgarie et la Roumanie. L'Ifri contribue à l'élaboration et à l'organisation d'un programme de réunions et colloques tenus alternativement dans chacun des pays membres, en collaboration avec le secrétariat général à Vienne.

**Responsables :** Dominique Letourneur, déléguée de l'Ifri ; Éliane Mossé, conseiller de l'Ifri auprès du CFA.

Depuis le début des années 1990, le CFA met l'accent sur l'intégration des pays candidats à l'Europe. Les élargissements de 2004 ont conduit à une réorientation des manifestations vers les « nouveaux voisins ». Cette réorientation sera approfondie en 2005.

**Les rencontres de 2004**

**Colloques internationaux**

Ces colloques sont l'occasion d'échanges fructueux entre représentants des gouvernements et administrations des pays hôtes ainsi que des experts de tous les pays membres.

Prague, 5-6 mai

« Quelle politique économique

pour l'Europe élargie ? ». Les échanges ont essentiellement porté sur la révision des outils de la politique macroéconomique de l'Europe (pacte de stabilité, stratégie de la BCE, etc.) que l'élargissement pourrait rendre nécessaire.

Bratislava, 28-29 juin

« La sécurité des citoyens dans l'Europe élargie : prévention et lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme ».

Les contrôles aux frontières étant moins stricts dans les nouveaux États membres que chez les Quinze, l'élargissement pose d'importants défis – comme notamment le risque accru de la circulation de filières terroristes et/ou mafieuses. Le colloque a examiné les moyens d'y faire face.

Vilnius, 14-15 octobre

« Les nouveaux voisins de l'Europe à 25 ».

L'accent a été mis sur les relations – économiques, politiques, stratégiques – entre l'Union européenne et notamment la Russie, l'Ukraine ou la Serbie représentées par de nombreux experts.



**Réunion de travail**

Paris, 3 décembre

Conférence bilatérale franco-autrichienne :

« Les nouvelles institutions de l'Europe ».

Experts, parlementaires, magistrats, représentants des ministères des Affaires étrangères français et autrichiens ont évalué les nouvelles règles de fonctionnement des institutions européennes et les changements induits par le traité constitutionnel.

**Petits-déjeuners**

Paris, 12 mars

« La Roumanie, prochain membre de l'Union »

avec Olivia Gherman, ambassadeur de Roumanie en France, Catherine Durandin, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), et Gabor Hunya, économiste, Vienne.

Paris, 19 avril

« Les politiques régionales de l'Autriche en Europe centrale »

avec Herbert Krauss, ambassadeur, directeur pour l'Europe occidentale et septentrionale et la coopération régionale, ministère autrichien des Affaires étrangères.

Paris, 5 novembre

« Le problème des minorités

dans l'Europe élargie » avec Nils Miznieks, ministre letton de l'Intégration sociale, Michel Bolloré-Pellé, président de l'association Eurominority, Claire Demesmay, chercheur, Cerfa, Hubert Frasnelli, ancien député au Parlement du Tyrol du Sud.

Diffusion : La plupart des communications présentées lors des différentes manifestations du CFA sont disponibles sur le site du CFA ([www.oefz.at](http://www.oefz.at)),

## Le Centre français sur les États-Unis - CFE

Le Centre français sur les États-Unis (CFE) a été créé en septembre 1999, simultanément avec le Center on the U.S. and France (devenu Center on the U.S. and Europe) à la Brookings Institution à Washington. Il a pour objectif de contribuer à une meilleure connaissance du système américain et donc à une meilleure compréhension mutuelle entre la France et les États-Unis. Le CFE bénéficie du soutien du German Marshall Fund of the United States (GMF). Il effectue des recherches sur les développements politiques, économiques et sociaux aux États-Unis, ainsi que sur les relations franco-américaines et transatlantiques. Il organise régulièrement des réunions rassemblant des décideurs des secteurs public et privé, et publie des « Policy Papers » et des ouvrages. Ses programmes sont définis sur une base pluriannuelle en liaison avec les entreprises et les partenaires qui les soutiennent. Ils abordent des thèmes d'intérêt communs aux milieux dirigeants en France et aux États-Unis.

**Directeur :** Guillaume Parmentier. **Chercheurs :** Laurence Nardon (questions spatiales) ; Maïté Jauréguy (politiques scientifiques américaines), visiting fellow, détachée du CSIS ; Pierre Noël (questions énergétiques, changement climatique) ; François Vergniolle de Chantal (politique intérieure américaine) ; Nicolas de Boisgrollier, chercheur associé, Brookings Institution (questions politico-administratives).



Conférence Annuelle du CFE. Avec de gauche à droite G. Parmentier, Thomas E. Mann et Charles E. Cook

L'activité du CFE est structurée en quatre programmes : politique intérieure et prise de décision ; politique étrangère et de sécurité ; énergie et changement climatique ; espace, aéronautique et défense.

### Politique intérieure et prise de décision.

Responsable : G. Parmentier ; F. Vergniolle de Chantal.

Le programme s'intéresse tout particulièrement au processus de décision au Congrès et à l'évolution des structures fédérales américaines. En 2004, il s'est penché également sur les enjeux de la campagne présidentielle ; la culture juridique américaine ; la gestion

de l'immigration par les pouvoirs fédérés et fédéral ; le développement de l'*affirmative action*. Une première réunion sur les réformes institutionnelles issues de la lutte contre le terrorisme (*homeland security*) a constitué le point de départ du lancement d'un programme autonome consacré à cette question à partir de 2005.

### Séminaires

25 mars

#### « Juger en France et en Amérique »

Antoine Garapon, directeur de l'Institut des hautes études sur la justice, et Ioannis Papadopoulos, chargé de mission à l'IHEJ.

8 avril

#### « Les enjeux politiques de l'immigration aux États-Unis et en Europe »

avec Peter Skerry, Boston College, Brookings Institution et Patrick Weil, (CNRS).

### Politique étrangère et de sécurité.

Responsable : G. Parmentier.

L'accent a été mis sur le dialogue transatlantique.

12 janvier

#### « Regards américains sur la diplomatie française »

avec Charles Cogan, historien de l'Université Harvard.

19 février

#### « French- American and Transatlantic Relations Post-Saddam »

avec Doug Bereuter, membre de la Chambre des Représentants.

18 mai

#### « Le développement de l'*affirmative action* aux États-Unis : quelle pertinence pour la France ? »

avec Alfred Blumrosen, Université Rutgers, et Michèle Tribalat, Institut national d'études démographiques (INED).

13 mai

#### « The State of Global Trade »

A Special Address by US Trade Representative Robert B. Zoellick

27 mai

#### « Campaign 2004 : What Matters, What will Matter? »

avec Norman Ornstein, American Enterprise Institute, Vincent Michelot, Université Lyon II, Anthony Blinken, Commission des affaires étrangères du Sénat.

30 septembre

#### « Perspectives et organisation de la lutte contre le terrorisme aux États-Unis et en France »

avec Jeffrey Stein, Congressional Quarterly, et Jean-Pierre Pochon, Inspecteur général de la police nationale/Institut national des hautes études de sécurité (IGPN-IHESI).

7 juin

#### « Les relations franco-américaines dans un monde transformé »

avec Jean-David Lévitte, ambassadeur de France à Washington.

22 octobre

#### « French-Economic Relations: Difficult Times Ahead? »

avec Thomas Hale Boggs du cabinet d'avocats Pattons Boggs, Washington.

### Énergie et changement climatique.

Chercheurs : P. Noël ; responsable du programme ; chercheur associé : David Reiner, Judge Institute of Management, Cambridge University. Le programme est consacré à l'étude des politiques énergétiques et environnementales américaines dans le contexte international, en particulier transatlantique. En 2004, trois axes ont été privilégiés : la

politique énergétique internationale des États-Unis ; les politiques américaines en matière de changement climatique ; les politiques énergétiques et environnementales américaines (dimension institutionnelle, décision publique).

### Colloques

24 mai

#### « Federalism and U.S. Climate Change Policy : Business and Policy Implications of U.S. States' Climate Actions »

Cette conférence, co-organisée avec AJW Group (Washington, D.C.), a évalué l'influence des initiatives « sous-fédérales » américaines en matière de politiques de changement climatique sur la politique des multinationales, d'une part, et sur la coopération entre les gouvernements européens et l'État fédéral dans ce domaine, d'autre part.

25 mai

#### « The Future of Nuclear Energy in the United States »

Organisé avec le soutien du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ce colloque d'experts a permis d'examiner le processus décisionnel américain dans le domaine de l'énergie nucléaire.

16-17 décembre

#### « Technology Policy for Climate Change Mitigation : A Transatlantic Perspective »

La politique fédérale américaine en matière de changement climatique consiste principalement à soutenir la R&D dans le domaine des technologies énergétiques, substitution aux objectifs quantifiés de

réduction mis en place dans le protocole de Kyoto et adoptés par les Européens.

Co-organisée avec *Resources for the Future* (RFF, Washington, D.C.) et le LEPII-EPE (université de Grenoble), cette journée avait pour objectif de recréer un langage transatlantique commun dans le domaine de la politique climatique internationale.

26 avril

#### « Is Oil Driving U.S. Plans in the Middle East ? »

Réunion co-organisée avec Chatham House à Londres.

Ce programme a donné lieu à cinq « Policy Papers » publiés sous forme électronique (voir Publications)

### Espace.

Chercheurs : L. Nardon, responsable du programme ; M. Jauréguy. En 2004, le programme a continué à suivre les évolutions de la politique spatiale américaine. Une coopération avec le Center for Strategic and International Studies (CSIS, Washington) a permis de développer

plus particulièrement les problématiques liées à l'avenir de l'exploration de l'univers. De nouvelles questions ont été abordées, liées à l'aéronautique et à la sécurité (prolifération nucléaire notamment).

### Séminaire

12 mars

« Missiles sol-air et aviation civile : une nouvelle menace terroriste », avec Christopher Bolkcom, Congressional Research Services, et Yossi Feinreich, IAI Europe (Israel Aircraft Industries).

12 octobre

#### « L'exploration spatiale en question – perspectives européennes (1) »

Ce colloque co-organisé par le CFE, le CSIS (Washington) et l'International Space University (ISU, Strasbourg), s'est inscrit dans le cadre du vaste programme de recherche (Human Space Exploration Initiative, HSEI) sur l'avenir du vol habité et de l'exploration spatiale entrepris par le CSIS. Des groupes de réflexions similaires ont été organisés en Chine, au Japon et en Russie. Cette réunion avait pour but de présenter l'approche européenne.

2-3 décembre

#### « L'exploration spatiale en question – perspectives européennes (2) »

Tenue à l'ISU dans le prolongement de la réunion précédente, cette réunion a abordé le cadre légal des activités spatiales, avec notamment Kevin Madders, Interdisciplinary Centre for Space Studies, et des

chercheurs de l'Institut du droit de l'espace et des télécommunications (IDEST, Université Paris Sud-XI), l'European Space Agency (ESA) et Arianespace, ainsi que les questions relatives à l'implication du secteur privé dans l'exploration spatiale et au financement de futurs projets.

14 décembre

#### « Troisième séminaire Galileo/GPS »

Ce séminaire organisé avec le soutien d'Arianespace, EADS, Boeing, Lockheed Martin a abordé les récentes avancées observées dans le secteur de la navigation par satellite. L'accord États-Unis/Europe sur l'interopérabilité des deux systèmes de navigation a été présenté par Damon Wells (département d'État) et Eero Aillio (Commission européenne) ; les coopérations industrielles transatlantiques envisageables ont été abordées par des représentants de nombreuses entreprises.

### Colloques

2 mars

#### « L'avenir de la politique américaine de non-prolifération »

Cette réunion conjointe du CFE et du Carnegie Endowment for International Peace a couvert l'essentiel des questions liées à la prolifération nucléaire – respect des réglementations et des normes, emploi des armes nucléaires, maîtrise des armements et des matériels, gestion du cycle du combustible nucléaire, renseignement, etc.



### V<sup>e</sup> conférence annuelle : « The United States after the 2004 Elections », 9-10 déc.

La conférence annuelle du CFE a été consacrée à une évaluation de l'Amérique post-11 septembre dans le domaine intérieur (division de la nation révélée par l'élection présidentielle, implications du 11 septembre pour les libertés civiles) et économique (défis à venir). Ont ensuite été abordées les perspectives en matière de politique étrangère, l'accent étant mis sur le Moyen-Orient et le projet de « Grand Moyen-Orient », ainsi que sur l'intégration européenne vue d'outre-atlantique. Cette conférence a réuni représentants des milieux politiques et chercheurs et analystes français et américains, notamment du côté américain, Marc E. Leland, président du German Marshall Fund et le sénateur Chuck Hagel (Nebraska).



## Russie/CEI

L'objectif du programme, lancé en juillet 2004, est de proposer des analyses de la zone Russie/CEI et de ses relations intérieures et extérieures, en combinant les facteurs politiques, économiques et de sécurité.

**Chercheurs :** *Thomas Gomart*, responsable du programme ; *Tatiana Jean*, assistante de recherche

Le programme Russie/CEI a ouvert quatre chantiers de recherche : les relations civilo-militaires en Russie, les systèmes d'innovation en Russie, les interactions des politiques énergétique et étrangère de la Russie et les questions liées à la proximité géopolitique de l'Union européenne et des pays de la Communauté des États indépendants.

En 2004, le secteur a lancé ses premières études et organisé une série de **rencontres**.

12 février

### « Des législatives aux présidentielles : mieux saisir la politique russe »

Petit-déjeuner avec *Lilia Shevtsova*, senior research fellow au Moscow Carnegie Center.

14 octobre

### « Repère sur l'innovation en Russie »

Organisé en partenariat avec l'Association nationale de la recherche technologique (ANRT) et le département des études économiques, ce séminaire d'une demi-journée a mis en lumière les évolutions récentes du système d'innovation russe (organisation et financement). La participation de représentants d'entreprises françaises ou étrangères présentes en Russie et d'experts russes a permis un échange

d'expériences fructueux et ouvert des voies sur les opportunités de partenariat.

22-23 novembre

### « Dialogue franco-russe sur les questions de sécurité : X<sup>e</sup> dialogue Ifri/Mgimo »

Dans le contexte de la « guerre globale contre le terrorisme » et quelques mois après la tragédie de Beslan, cette 10<sup>e</sup> rencontre annuelle Ifri-Institut d'État des relations internationales de Moscou (Mgimo), organisée avec le secteur des études de sécurité, a revêtu une dimension particulière, marquée par la participation de deux proches conseillers du président Poutine, *Sergueï Iastrjembski*, conseiller pour les relations avec l'Union européenne, et *Anatoly Safonov*, représentant spécial

pour la lutte contre le terrorisme. Après un tour d'horizon international par *Anatoli Torkunov*, recteur du Mgimo, et *T. de Montbrial*, le séminaire s'est articulé autour de trois thèmes : le concept de Global War on Terror (GWOT), la sécurité sanitaire et notamment les conséquences du sida sur les appareils militaires, et le partenariat UE/Russie à la veille du sommet de La Haye.



### Projets.

Les chantiers entrepris en 2004 seront poursuivis avec une attention particulière aux relations UE/Russie. Le programme prévoit la publication de plusieurs études et le lancement d'une collection électronique – Russie.Cei.Visions – de notes policy oriented.

## Asie

Créé en septembre 2001 au sein de l'Ifri, le Centre asie ifri consacre l'essentiel de ses travaux à l'Asie orientale. Les réseaux tissés par ses chercheurs le place au cœur d'un important réseau d'expertise internationale. A travers les dialogues établis avec ses homologues asiatiques, européens et américains, le centre contribue à l'expertise comparative approfondie du Nord-Est et du Sud-Est asiatique ainsi que des enjeux multilatéraux et bilatéraux.

**Directeur :** *François Godement* historien contemporain de l'Asie orientale et de la Chine contemporaine. **Projets et coordination :** *Florence Biot*. **Chercheurs :** *Françoise Nicolas*, maître de conférence associée, Université de Marne-la-Vallée (économies émergentes) ; **chercheurs associés :** *Sophie Boisseau du Rocher*, (Asie du Sud-Est et régionalisation asiatique), *Benoît de Tréglodé*, (janvier-septembre 2004) ; **assistantes de recherche :** *Michal Meidan* et *Guibourg Delamotte*.



16-17/09 - 3<sup>e</sup> réunion de l'APSF, Ifri, Paris : « Asian Elections 2004: Regional Security Implications »

Membre fondateur du Conseil pour la coopération Asie-Europe (CAEC) créé en 1996, le Centre asie ifri mène à ce titre des groupes de travail dont les résultats et les recommandations sont présentés aux sommets de l'ASEM (Asia-Europe Meeting).

### Enjeux et dialogues multilatéraux

#### • Coopération euro-asiatique et sécurité énergétique

En 2003-2004, le groupe de travail piloté par *F. Godement* et *F. Nicolas* avec *Taizo Yakushiji* (Japan Center for International Exchange, JCIE) dans le cadre du CAEC, a porté sur les questions de sécurité énergétique, sujets de préoccupations communs et domaine de

coopération prioritaire pour l'Asie de l'Est et l'Europe. Ces travaux, publiés dans la collection des « Cahiers d'Asie » (en collaboration avec le JCIE), ont fait l'objet de présentations à Berlin et Bruxelles ainsi que d'un débat à l'Ifri, « *La sécurité énergétique en question – Que peuvent faire l'Europe et l'Asie ?* », 7 juillet.

Par ailleurs, une réunion sur « **Le multilatéralisme face aux nouveaux défis de sécurité** » a été organisée le 9 juin pour une délégation de la presse des pays de l'ASEM en préparation au 5<sup>e</sup> sommet

• **Sécurité et coopération en Asie-Pacifique**

F. Godement est co-président du comité européen du Council for the Security Cooperation in the Asia Pacific (CSCAP) depuis sa fondation, avec les professeurs Owen Greene (Centre for International Cooperation and Security, Université Bradford, Royaume-Uni), Tom Hart (Stockholm School of Asian Studies), et Frank Umbach, (DGAP, Berlin). Le Centre asie ifri assure, depuis cinq ans, le secrétariat général du bureau européen du CSCAP, et sous la responsabilité de F. Biot en 2004.

Dans le domaine de la sécurité, la réflexion du Centre asie ifri porte essentiellement sur la question coréenne, les relations entre la Chine et Taiwan, la lutte contre le terrorisme en Asie orientale et les modes de coopération en matière de sécurité en Asie-Pacifique. Ses liens avec le CSCAP-Europe et son vivier de 90 experts européens, ainsi qu'avec le Forum de sécurité Asie-Pacifique (Asia-Pacific Security Forum, APSF), lui permettent d'entretenir une concertation permanente avec ses homologues sur ces sujets.

En 2004, le Centre asie ifri a assuré l'implication européenne dans la restructuration des groupes d'études du CSCAP, lesquels abordent des questions aussi diverses que la prolifération et les ADM ou le narcotraffic en Asie-Pacifique. La participation de ses experts à certains de ces groupes et celle de F. Godement au comité directeur du CSCAP permettent de relayer auprès des partenaires asiatiques les positions et propositions françaises et européennes en matière de sécurité.

En tant que co-organisateur du Forum de sécurité Asie-Pacifique, tenu depuis 2000 en alternance à l'Institute for National Policy Research (INPR) de Taiwan, l'Institute for Strategic and Development Studies (ISDS) des Philippines, au Pacific Forum/CSIS de Hawaii, et à l'Ifri, le Centre asie ifri a accueilli à Paris la rencontre annuelle de ce forum les 16-17 septembre 2004 : « **Asian Elections 2004 : Regional Security Implications** », 3<sup>e</sup> réunion de l'APSF. Les débats, centrés majoritairement autour des élections asiatiques de 2004 – sud-coréennes, taiwanaises, philippines, indonésiennes et malaisiennes - et de leurs implications pour la sécurité régionale, ont été modérés par F. Godement, Chih-cheng Lo, directeur exécutif de l'INPR, Ralph Cossa, président du Pacific Forum, et Carolina G. Hernandez, présidente de l'ISDS. Le Dr. Hung-mao Tien, président de l'INPR, a introduit le forum. La concertation a été élargie à la politique américaine en Asie-Pacifique, aux relations UE/péninsule coréenne et UE/Chine, aux implications pour la sécurité régionale de l'émergence chinoise et aux développements démocratiques en Asie ainsi qu'à la transition de l'Asie-Pacifique à la recherche d'un nouveau statu quo.

« **Les Nouvelles de Chine** »

Dirigées par M. Meidan et F. Godement, « Les Nouvelles de Chine », synthèse mensuelle des analyses et points de vue chinois, s'appuie essentiellement sur la presse en mandarin et offrent un accès unique aux débats d'actualité en Chine : c'est le seul bulletin électronique européen consacré aux courants politiques et aux débats chinois (y compris à Hong-Kong et Taiwan).

L'équipe des Nouvelles de Chine : contributions régulières : P. BATTO, A. CEN, M. DUCHÂTEL, M. FOURNIER, H. KILIAN, TH. VOÏTA, J. ZYLBERMAN ; Et : M. AUROY, F. BIOT, C. CAVOIZY, CH. CHAIGNE, V. DEMEURE-VALLÉE, L. DUTREY, B. FREUGÉ, C. FROISSART, O. GRIESE, G. GUIHEUX, É. JASTRABSKY, A. MERLE, P. MIÈGE, J.-L. ROCCA, I. SARSEMBAEV, É. TRAN. Avec la collaboration de F. NICOLAS, du CEFC et de l'Antenne expérimentale en Sciences humaines et sociales à Pékin.



officiel de ce forum en octobre 2004 à Hanoï ; le 10 juin, des experts vietnamiens de l'ASEM ont également été reçus pour un échange de vues sur l'élargissement du forum.

**Enjeux et dialogues régionaux**

• **Intégration régionale en Asie de l'Est**

La crise financière de 1997-1998 a mis en évidence l'importance des interactions, positives ou négatives, entre les pays de la région et le nécessaire développement de mécanismes fondés sur une approche plus institutionnelle. Parallèlement, la montée en puissance de la Chine a profondément modifié l'organisation des réseaux de production intra-asiatiques ainsi que celle des flux financiers et commerciaux. La première phase d'un programme consacré à l'évolution du processus de recomposition régionale en cours, en privilégiant les problématiques liées à la Chine, a été engagée en 2004. Dirigée par S. Boisseau du Rocher et F. Nicolas, elle aborde l'étude de la **politique régionale de la Corée du Sud face à la montée en puissance de la Chine**. Des partenariats ont été établis avec des chercheurs coréens de plusieurs instituts (KIEP, KIDA, Université Yongsei, etc.) et plusieurs missions effectuées sur le terrain. Soutenu par la Fondation de Corée, ce programme se concrétisera en 2005 par un colloque et une publication.

• **Asie du Nord-Est**

**Chine**

Depuis septembre 2001, le Centre asie ifri a intensifié ses travaux d'analyse sur la Chine, en développant des échanges réguliers avec la communauté scientifique et les instituts de recherche chinois et en se dotant d'un **Observatoire stratégique sur la Chine** dont les axes d'analyse essentiels sont les mutations politiques et l'intégration régionale et internationale de la Chine. Il a notamment l'ambition d'éclairer les évolutions de la pensée stratégique chinoise (y compris la relation parti-armée-Etat ou la modernisation de l'Armée populaire de libération) et d'approfondir l'analyse des relations sino-américaines. Il fait appel à des compétences internationales.

Le suivi régulier de l'actualité chinoise est par ailleurs assuré au sein d'un **Groupe de réflexion sur l'actualité chinoise** rapprochant chercheurs et experts de la zone (voir ci-dessous), ainsi que par une publication électronique, « Les Nouvelles de Chine ».

**Tables rondes et conférences**

18 juin

**« L'Armée populaire de libération chinoise (APL), développements doctrinaux, modernisation et ses rapports avec le pouvoir politique »**

Cette réunion annuelle du groupe de travail a été

l'occasion d'un examen approfondi de l'APL ainsi que plus largement de la pensée militaire et stratégique chinoise avec notamment une analyse prospective de *Jonathan Pollack*, US Naval War College, Newport.**Péninsule coréenne**

La situation stratégique de la péninsule a profondément évolué avec l'accession prétendue de la Corée du Nord au rang de puissance nucléaire déclarée. Conçus comme une médiation chinoise et préfiguration d'un dialogue régional en Asie du Nord-Est, les pourparlers à six à Pékin sont suspendus. Les travaux et rencontres organisés par le Centre asie ifri offrent une grille de lecture pour comprendre la complexité de la politique nord-coréenne et les positionnements internationaux autour du programme nucléaire et balistique nord-coréen.

**Tables rondes et conférences**

3 mai

**« Table ronde Centre asie ifri-Seoul Forum for International Affairs »**

Le dialogue Centre asie ifri-Seoul Forum for International Affairs réunit régulièrement experts coréens et français pour des échanges de vues approfondis. Après une introduction par *Lee Hong-ko*, ancien Premier ministre, et *T. de Montbrial*, sur le changement du contexte

international depuis le 11 septembre 2001, les débats, présidés par *F. Godement* et *Kyung-Won Kim*, président du Seoul Forum, ont porté sur la péninsule coréenne et les questions de la prolifération, les récents développements politiques en Corée et en Europe ainsi que les visions françaises et coréennes des tendances économiques actuelles.

**Japon**

Le programme de recherche sur le Japon vise à apporter un éclairage sur l'ouverture et les réformes actuelles. Il met l'accent sur l'analyse des relations nippo-américaines, les engagements régionaux et les questionnements en matière de défense du Japon.

L'année 2004 a été marquée par une continuité politique, une relative amélioration de la situation économique et l'engagement d'importantes réformes sociales (retraites en particulier), enfin par des évolutions importantes dans le domaine de la défense. Sur le plan international, le Japon s'est fait plus pressant auprès des Nations unies (siège de membre permanent au Conseil de sécurité) et de la Corée du Nord (retour des familles des « kidnappés »). Il a multiplié les gestes vers les pays de l'ASEAN. Le dialogue avec le Japon

Institute of International Affairs (JIIA), instauré en 1991 et tenu en alternance à Tokyo et à Paris, est l'un des canaux réguliers de communication entre la France et le Japon sur les plans politique et stratégique. Les réflexions conduites au cours des rencontres ont donné lieu à plusieurs publications. Exceptionnellement, deux sessions de ce dialogue ont eu lieu en 2004. Le Centre asie ifri a intégré l'activisme croissant du Japon sur la scène internationale dans ses activités.

**Études et colloques**

27-28 janvier

**« International Community after Iraqi War » 12<sup>e</sup> dialogue Ifri-JIIA, Tokyo, Japon**

Introduite et dirigée par *Yukio Satoh*, directeur du JIIA, et *Alain Dejammet*, ambassadeur de France, la rencontre, placée sous le signe de l'après-guerre en Irak, a été centrée sur la gestion des alliances nippo-américaine et euro-américaine, les alliances régionales (Chine, Corée du Nord) ainsi que sur le terrorisme international et notamment la prolifération des armes de destruction massive.

29 septembre

**« Crisis from the Middle-East to Asia », 13<sup>e</sup> dialogue Ifri-JIIA, Ifri, Paris**

Le fil directeur des débats a été l'arc d'instabilité qui va du Moyen-Orient à l'Asie. La nouvelle politique régionale de la Chine, l'équilibre stratégique de l'Asie du Sud et le Moyen-Orient après la guerre en Irak ont fait l'objet d'un examen approfondi. Japonais et Français ont également confronté leurs visions de la politique étrangère des États-Unis. La présidence du dialogue a été assumée par *Makio Miyagawa*, directeur du JIIA, et *F. Godement*.

6 juillet

**« Examen du système politique dans la région administrative spéciale de Hong-Kong »**

Table ronde avec *Joseph Cheng*, professeur de Science politique à l'Université de Hong-Kong.

21 juin

**« Le programme nucléaire nord-coréen : que savons-nous ? Que croyons-nous savoir ? Et quelles options d'actions en résultent ? »**

Table ronde avec *Jonathan Pollack*, directeur, Département des recherches stratégiques, US Naval War College, Newport (Etats-Unis).

**Table ronde**

22 mars

**« Enfin, le Japon vole à nouveau ? »**

Table ronde avec *Naoki Tanaka*, président de The 21<sup>st</sup> Century Public Policy Institute, Tokyo, et *Robert Boyer*, économiste et directeur du Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification (CEPREMAP), directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), sur l'embellie de l'économie japonaise et sa durée.

**« La Lettre du Japon »**

Née du besoin constaté d'une information francophone sur les débats qui animent la société japonaise, « La lettre du Japon », publication électronique éditée et rédigée par *G. Delamotte*, a été lancée en septembre 2004. Bimestrielle, elle apporte une analyse politique et historique de l'actualité et l'éclaire par la traduction d'articles issus de revues japonaises.



• **Asie du Sud-Est**

Les axes de réflexions sont : l'avenir du modèle de régionalisation constitué par l'ASEAN, les transitions sociopolitiques notamment en Malaisie, Indonésie et Thaïlande, ainsi que les relations établies entre l'ASEAN et ses proches voisins (accords de libre-échange avec la Chine et le Japon, en particulier).

**Tables rondes et conférences**

3 mars

« **Enjeux politiques et économiques des prochaines élections en Indonésie** »

Table ronde autour de *Jusuf Wanandi*, président du Centre for Strategic and International Studies, Djakarta.

11 mai

« **Les enjeux politiques en Asie du Sud-Est après les échéances électorales** »

Conférence avec *S. Boisseau du Rocher*. Cycle « Observation et théorie des relations internationales » dirigé par T. de Montbrial.

• **Autres zones d'Asie**

**Tables rondes et conférences**

1er mars

« **Le réveil économique indien - Perspectives et enjeux politiques à la veille des élections** »

Conférence avec *Jean-Joseph Boillot*, conseiller financier, Inde et Asie du Sud, New Delhi, et *Jean-Luc Racine*, directeur de recherche au CNRS, (CEIAS)/Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Présidée par *F. Nicolas*.

11 mars

« **Revisiter l'Asie** »

Déjeuner-débat à l'invitation de *Benôit Potier*, président du directoire d'Air Liquide, avec *F. Godement* et *F. Nicolas*. Présidé par *T. de Montbrial*.

Table ronde autour de la délégation parlementaire de l'Azad Jammu Kashmir (AJ&K) et son représentant *Sardar Muhammad Yaqoob Khan*, ministre de la Santé, 7 mai.

**Réunions de travail du Centre asie ifri**

En 2004, deux groupes de réflexion se sont réunis régulièrement afin de favoriser des échanges informels sur les thèmes d'actualité propres au monde chinois et sur les grandes questions macroéconomiques ou d'économie politique de la région. Chercheurs, membres de l'administration et du secteur privé y sont associés de façon régulière. Les débats de chaque séance sont introduits par un exposé d'un expert membre du groupe.

**Groupe de réflexion sur l'actualité chinoise**

Ce groupe de réflexion mensuel se tient dans le cadre de l'Observatoire stratégique sur la Chine, sous la direction de *F. Godement*.

6 février

« **La personnalité de Hu Jintao et les réformes** »

Introduction par *F. Godement*.

5 mars

« **La vision stratégique par la Chine du Japon et de l'Asie du Nord-Est** »

Introduction par *Sébastien Colin*

9 avril

« **Les équilibres dans le détroit de Taiwan au lendemain des élections présidentielles taiwanaises** »

Introduction écrite par *Hubert Kilian*

14 mai

« **La stratégie régionale de la Chine en Asie du Sud-Est** »

Introduction par *S. Boisseau du Rocher* et *F. Nicolas*

15 octobre

« **Succession politique en RPC** »

Introduction par *Jean-Pierre Cabestan*.

**Groupe de réflexion sur les économies asiatiques**

Mis en place en juin 2004, ce groupe de réflexion est animé par *F. Nicolas*.

5 novembre

« **Le ralentissement de la croissance chinoise** »

Introduction par *Richard Herd*, économiste en charge du bureau Chine/Asie, division des pays non membres, département économique de l'OCDE.

17 décembre

« **La banque islamique** »

Introduction par *Jean-François Di Meglio*, responsable Asie-Pacifique et Moyen-Orient, BNP Paribas

## Maghreb-Méditerranée-Moyen-Orient



◀ *Rémy Leveau*, conseiller scientifique ; *Denis Bauchard*, conseiller en charge du pôle. **Chercheurs** : *Khadija Mohsen-Finan*, (Maghreb, immigration, islam en Europe) ; **chercheurs associés** : *Mohammed El Oifi* (opinions publiques et médias dans le monde arabe), *Dorothee Schmid* (Méditerranée).

Le fil conducteur des travaux est la recomposition du Moyen-Orient après l'intervention américaine en Irak. Trois axes sont privilégiés :

**Ouvertures politiques du monde arabe, acteurs, relais et stratégies**

Le projet américain de « démocratiser » le monde arabe et musulman y suscite interrogations et inquiétudes. L'objectif du programme conduit par *R. Leveau* et *K. Mohsen-Finan* est de réfléchir sur le contenu des réformes proposées par Washington et sur leur

perception dans le monde arabe et de s'interroger sur une éventuelle contribution européenne dans la mise en œuvre de ces changements nécessaires. Ce programme a donné lieu à des séminaires, une étude et des conférences.

**Séminaires**

30 janvier

**« Opinions publiques dans le monde arabe »**

Compte tenu du décalage entre motivations des gouvernants et aspirations des populations, l'analyse de la vie politique arabe apparaît difficilement réductible à l'observation des orientations politiques officielles. Ce séminaire avait pour objectif de prendre la mesure de cette variable désignée, sans doute abusivement, d'opinion(s) publique(s), ses lieux de cristallisation, son impact. Les universitaires et journalistes arabes réunis ont convenu que les médias constituent un lieu privilégié pour évaluer ce facteur qui gagne en autonomie par rapport au pouvoir politique, au point de devenir incontournable dans l'analyse des dynamiques politiques à l'œuvre dans le monde arabe. Le rôle des médias a été plus particulièrement analysé dans l'étude « **Les chaînes d'information TV en langue arabe** », menée par *M. El Oifi* avec le soutien de la Délégation aux affaires stratégiques, ministère de la Défense.

**Islam – islamisme et vécu religieux**

L'Ifri poursuit la réflexion entamée depuis plusieurs années sur la construction en France et en Europe d'une société et d'identités multiculturelles due à l'installation des populations issues de l'immigration, dont les revendications impliquent une prise en compte de leur spécificité. En 2004, l'accent a été mis sur l'islam français et européen après le 11 septembre 2001.

Le programme, conduit par *K. Mohsen-Finan*, s'attache à évaluer les tentatives entreprises dans le cadre français, mais aussi européen, notamment en matière de reconnaissance institutionnelle de l'islam. Il a donné lieu à un séminaire d'experts, « **Courants de pensée et**

**Partenariat euro-méditerranéen**

L'Ifri est impliqué dans le processus euro-méditerranéen en tant que membre de EuroMeSCo, réseau non gouvernemental créé en 1966 avec le concours financier de la Commission européenne, qui rassemble les instituts de relations internationales indépendants issus des 27 États signataires de la déclaration de Barcelone.

À ce titre, une conférence a été organisée sous la responsabilité de *D. Schmid* : « **Le Partenariat euro-méditerranéen : interaction entre les trois volets** », (19 janvier). L'objectif de cette conférence publique était de réfléchir à la manière d'encourager les interactions vertueuses entre les trois volets complémentaires – politique et de sécurité, économique et financier, social, culturel et humain – du Partenariat

**Conférences et débats**

13 mai

**« Algérie : ouverture ou statu quo »**

avec *Naoufel Brahimi El Mili*, enseignant IEP Paris ; *Saïd Djafer*, politologue, Alger ; *Ihsane El Kadi*, journaliste, Alger ; *Akram Ellyas*, journaliste, *La Tribune*, Paris.

22 septembre

**« Iran, Irak, États-Unis : vers un nouvel axe régional au Moyen-Orient ? »**

avec *Hamit Bozarslan*, maître de conférences, École des hautes études en sciences sociales (EHESS) ; *Dominique David*, responsable des études de sécurité, Ifri ; *Hosham Dawod*, anthropologue,

6 décembre

**« Moyen-Orient : quel rôle pour la France et l'Allemagne ? »**

Le positionnement de l'Europe, en particulier, celui de la France et de l'Allemagne durant la guerre en Irak, a été bien accueilli dans la région et on y trouve un courant favorable à une implication européenne visant à aider les pays arabes à opérer de nécessaires transitions politiques. Le séminaire, organisé en partenariat avec le Bundeszentrale für Politische Bildung (Bonn), rassemblait spécialistes français et allemands du monde arabe et de la politique américaine. Après un bilan de la politique américaine au Moyen-Orient, les participants se sont interrogés sur les relais politiques sur lesquels peuvent s'appuyer les Occidentaux et sur les facteurs nouveaux à prendre en considération (nouveaux médias, émergence d'un espace public).

**mouvances de l'islam de France** » (1<sup>er</sup> juin), organisé avec le soutien du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Intérieur. Après un bilan des tentatives entreprises dans le cadre des différents États européens en matière de reconnaissance institutionnelle de l'islam, les participants ont évalué les divers courants de la pensée islamique dans la France d'aujourd'hui.

Une étude sur « **L'intégration des populations de culture musulmane en France et en Europe** » a également été conduite par *K. Mohsen-Finan* et *R. Leveau*.

euro-méditerranéen, afin de concourir, dans l'esprit de Barcelone, au développement et à la stabilisation de la région méditerranéenne. Y participaient représentants des instituts membres au nord et au sud de la Méditerranée, et hauts fonctionnaires, y compris de la Commission européenne. Une étude a par ailleurs été réalisée par *D. Schmid* et *J.-M. Paugam* sur « **le libre-échange en Méditerranée** ».

Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux (CEIFR), CNRS ; *Farhad Khosrokhavar*, directeur d'études, Centre d'analyse et d'intervention sociologiques (CADIS), EHESS et *R. Leveau*. (« Policy Paper » n° 14 parution en 2005).

13 octobre

**« Échecs et succès du terrorisme islamiste depuis le 11 septembre »**

avec *Gilles Kepel*, professeur des universités, titulaire de la chaire Moyen-Orient/Méditerranée, Institut d'études politiques (IEP), Paris.

**Conférences**

30 juin

**La politique des États-Unis à l'égard des mondes arabe et musulman »**

avec *Edward P. Djerejian*, directeur, *James A. Baker III* Institute for Public Policy (Houston).

27 octobre

**« De l'échec d'Oslo à la "Global War on Terror" »**

avec *Rashid Khalidi*, titulaire de la chaire Edward Saïd, Université de Columbia (États-Unis).

(voir aussi : Conférences, cycle « Observation et théorie des relations internationales »).

15 décembre

**« L'après-Arafat »**

avec *Leïla Shahid*, déléguée générale de Palestine en France ; *Laëtitia Bucaille*, maître de conférences en sociologie, Université Bordeaux 2 ; *Alain Dieckhoff*, directeur de recherches, Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

Débat avec le *Cheikh Al-Assi*, responsable de la branche syrienne de la tribu des Chammar, 1<sup>er</sup> décembre.

## Sécurité

Les activités du secteur des études de sécurité se sont concentrées sur quatre axes de recherche : la prolifération des armements déstabilisants, la prospective des conflits et ses conséquences pour la France, les questions de sécurité humaine, les évolutions des grands systèmes de défense.

**Chercheurs :** *Dominique David*, responsable des études de sécurité ; *Étienne de Durand*, (innovation militaire et stratégie américaine, stabilisation) ; *Aline Leboeuf*, (sécurité humaine, questions africaines) ; *Jolyon Howorth*, chercheur associé, professeur à l'université de Yale (sécurité européenne, PESD).

### Prolifération des armements

Les évolutions de la dernière décennie puis l'affaire irakienne, la crise nucléaire nord-coréenne, et les suspicions entourant le programme nucléaire iranien, ont placé la prolifération des armes de destruction massive (ADM) au premier plan des préoccupations de la communauté internationale. Afin d'éclairer le débat public, le département des études de sécurité organise notamment un cycle de séminaires

d'experts dirigé par *D. David*, consacré à la prolifération des ADM, au désarmement et aux politiques de non-prolifération, en collaboration avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Sont abordés les aspects à la fois techniques, régionaux et stratégiques de ces problématiques. Les contributions à ces séminaires sont publiées dans la collection électronique « Prolifération Papers ».

### Cycle de séminaires, en collaboration avec le CEA

19 mars

#### « China and the Anti-Missiles Issues »

avec *Brad Roberts*, chercheur à l'Institute for Defense Analyses Alexandria, Virginie, États-Unis.

25 juin

#### « Non-proliferation Issues after 2003 »

avec *Ariel Levite*, premier directeur général adjoint de la Commission pour l'énergie atomique d'Israël.

18 octobre

#### « The Evolution of Nuclear Forces in Russia »

avec *Yuri Fedorov*, professeur de science politique, directeur du Centre d'études sur la paix et la guerre à l'Institut d'État des relations internationales (Mgimo) de Moscou, et consultant au Carnegie Center de Moscou.

### Publication

*La Chine et les défenses anti-missiles de 1955 à 2002 et au-delà*, *Brad Roberts*, « Prolifération Paper » n° 10, Ifrri, hiver 2004 (disponible sur le site de l'Ifrri).

### Journées d'étude, en collaboration avec le CEA

26 avril

#### « Internationalisation du cycle du combustible dans les pays non dotés d'armes nucléaires »

L'objectif de cette journée d'étude était d'analyser le défi posé à la lutte contre la prolifération nucléaire par l'accès d'États ou de groupes non étatiques au combustible nucléaire. La problématique du cycle du combustible, la proposition américaine en la matière et les différents scénarios envisageables ont été évalués.

20 septembre

#### « Lessons learned from Soviet, Iraqi and South African bio-programmes, as well as bio-terrorists attacks »

Les informations sur les programmes soviétiques, les programmes irakiens et les percées technologiques à venir obligent à reconsidérer la question des armes biologiques. Cette journée d'étude a évalué les recherches menées en Union soviétique et en Russie, en Afrique du Sud, et en Irak, et les leçons à en tirer pour le contrôle international.

Les contributions à cette réunion ont fait l'objet d'un dossier publié par *Politique étrangère* (n° 1-2005).

### Prospective des conflits

L'objectif de ce programme est d'élaborer une typologie et des méthodes de suivi des conflits contemporains. La démarche est à la fois académique et opérationnelle afin de permettre d'adapter et d'orienter les stratégies correspondantes. Dans le cadre de ce programme, entrepris à la demande du ministère de la Défense, deux études ont été menées par *A. Leboeuf* sous la responsabilité de *D. David* :

« **Typologie des conflits** » : cette étude (réalisée avec la collaboration de *Corentin Brustlein*), s'efforce de créer une typologie des acteurs, des causes et des formes des conflits contemporains, dans une double optique : tout d'abord disposer d'une grille d'analyse générale et adaptable à l'évolution de ces conflits ; mettre au point un instrument d'orientation pour le décideur politique ou militaire confronté à des formes de conflits et à des dynamiques inédites d'évolution de ces conflits.

« **Identification des conflits susceptibles d'impliquer la France** » : Complétant la typologie des conflits, cette étude prospective à trente ans identifie sept situations conflictuelles distinctes auxquelles la France serait susceptible d'être confrontée dans l'avenir. Elle intègre de façon innovante des éléments originaux des conflits actuels, passés et futurs et démontre l'intérêt de nouvelles démarches de recherche, « en rupture », avec les approches traditionnelles, sur les conflits et l'analyse stratégique.

### Enjeux de sécurité humaine

« **Le VIH/sida : enjeux de sécurité** », 25 novembre

Ce séminaire, organisé par *A. Leboeuf*, visait à mesurer les effets de la pandémie de sida sur les questions de sécurité, à trois niveaux différents : la stabilité des sociétés et des appareils de défense, l'effet de la pandémie sur les formes conflictuelles, ses conséquences sur les opérations de maintien de la paix. Il réunissait pour la première fois en France des responsables des administrations concernées, civiles et militaires, d'Onusida et de multiples ONG. Il a été organisé en coopération avec le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN), le ministère de la Santé et de la Protection Sociale, en collaboration avec Onusida et l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (IES-UE), en liaison avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les ministères des Affaires étrangères et de la Défense.

### Évolutions des grands systèmes de défense

« **Impact sur les organisations de défense (OTAN, PESD, etc.) du concept de coalition de circonstance** » : Cette étude, menée par *J. Howorth*, s'efforce d'évaluer les implications présentes et futures du concept de coalition de circonstance, tel qu'il ressort en particulier des évolutions de la pensée stratégique américaine de ces dernières années, sur l'Alliance atlantique, ainsi que sur les institutions et le projet de défense européens. L'étude s'attache à cerner ces implications au niveau des concepts politico-stratégiques, des choix

opérationnels et des institutions (armées et industries de défense). « **Les redéploiements américains** ». Les trois dernières années ont été l'occasion d'une réorganisation importante du dispositif militaire global des États-Unis : des redéploiements d'une telle ampleur n'avaient pas eu lieu depuis la guerre du Vietnam, voire la création de l'OTAN. Cette étude s'est efforcée de préciser leurs modalités et d'analyser leurs

implications. Elle a été menée par *E. de Durand* pour le Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères.

Une étude d'un an, consacrée à la formation de la doctrine aérienne aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France, a été lancée en novembre 2004, au profit du Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD).

### 10<sup>e</sup> séminaire franco-russe.

L'Ifrri entretient depuis 1994, sous la responsabilité de D. David, un dialogue régulier avec experts et décideurs russes sur les questions de sécurité. Dans ce cadre, un séminaire annuel organisé en partenariat par l'Ifrri et l'Institut d'État des relations internationales de Moscou se tient alternativement à Paris et à Moscou. En 2004, le 10<sup>e</sup> séminaire franco-russe, co-organisé avec le secteur Russie-CEI, s'est tenu à l'Ifrri les 22 et 23 novembre (voir Russie-CEI).

## Économie



Frédérique Sachwald,  
Philippe Larédo et  
Thomas Andersson

### Économie mondiale.

Dans le prolongement des travaux entrepris depuis quelques années, la recherche a porté sur quatre grands thèmes :

- multinationales et réseaux mondiaux : impact sur les pays industrialisés et sur les pays émergents.
  - Cas particulier des nouveaux membres de l'UE et de la Chine ;
- attractivité des systèmes d'innovation dans le contexte d'internationalisation croissante de la R&D ;
- la croissance française à long terme ; analyse de l'écart de croissance entre les États-Unis et les grands pays européens ;
- relations ONG-entreprises et *global compact*.

Un nouveau programme de recherche sur l'avenir du système productif français a été entrepris.

**Chercheurs :** *Frédérique Sachwald*, responsable des études économiques (économie internationale et multinationales, économie industrielle, économie de l'innovation) ; *Luis Miotti*, chercheur associé (macroéconomie internationale, économies émergentes, mouvements internationaux des capitaux, Amérique latine, économie de l'innovation) ; *Eddy Fougier*, chercheur (société civile dans les relations internationales, partenariats public-privé, réactions à la mondialisation) ; *Vincent Vasques*, doctorant, assistant de recherche (mouvements internationaux de capitaux et crises financières, commerce international).

#### • Multinationales et réseaux mondiaux de production

Le commerce international se développe notamment à travers l'organisation de réseaux de production par les entreprises multinationales. Les analyses dans ce domaine en plein développement, se sont concentrées d'une part sur les différences de stratégies des multinationales japonaises, américaines et européennes en Chine et dans les pays est-européens depuis une dizaine d'années, d'autre part sur l'impact de l'élargissement sur la localisation de la production en Europe. Ces travaux ont donné lieu à deux présentations dans le cadre de réunions du Tokyo Club<sup>(1)</sup> : la première à la Brookings Institution à Washington (8-9 février) sur *The Integration of China and East European Countries in Global Networks. Are European Multinationals Different ?* ; la seconde à Tokyo (8-9 novembre) sur *The Impact of EU Enlargement on Corporate Strategies and the Location of Production in Europe*. Les publications correspondantes sont disponibles sur le site de l'Ifrri (« Les Études de l'Ifrri », n° 2 et n° 4). *Politique étrangère* (n° 2/2004) a consacré un dossier à « *L'intégration de la Chine dans l'économie mondiale* » sous la direction de *F. Nicolas* et *F. Sachwald*. Un séminaire d'une journée, organisé en partenariat avec l'Agence

française de développement (AFD), a été consacré aux « **Investissements directs à l'étranger dans les pays en développement : le rôle des multinationales** » (10 juin). Les participants - universitaires et chercheurs européens et américains - se sont interrogés sur les choix qui incitent de nombreuses multinationales à externaliser une partie de leur activité et sur l'impact de l'IDE sur les pays hôtes. Il a été suivi par une publication sous la direction de *S. Perrin* et *F. Sachwald* : « **Foreign Direct Investment in Developing Countries : Leveraging the Role of Multinationals** ».

#### • Internationalisation de la R&D et systèmes nationaux d'innovation

L'internationalisation de la R&D industrielle et l'importance croissante de la concurrence par l'innovation confèrent à la performance des systèmes nationaux d'innovation une importance primordiale. Deux axes ont été privilégiés : le cas de la France ; les systèmes de recherche coréen et russe.

- **Internationalisation de la R&D, attractivité de la France et rénovation du système de recherche français :** Ce thème a été exploré dans le cadre d'un groupe de travail dirigé par *F. Sachwald* pour le projet FutuRIS de l'Association nationale de la recherche technique

(1) L'Ifrri est membre fondateur de la Tokyo Club Foundation for Global Studies créée en 1987 à l'initiative de la banque d'affaires japonaise Nomura Securities pour favoriser les débats sur la gestion de l'économie mondiale. Cette fondation associe d'une part, cinq institutions des pays du G8 (la Brookings Institution, USA ; l'Institut für Wirtschaftsforschung ; IFO, Allemagne ; Chatham House, Royaume-Uni ; le Nomura Research Institute, Japon et l'Ifrri), d'autre part, dix instituts de recherche des pays d'Asie (Chine, Corée, Hong-Kong, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Taïwan). Elle a pour but de promouvoir les travaux de ces instituts sur des thèmes identifiés en commun chaque année. Ces travaux donnent lieu à des publications dont les « Tokyo Club Papers » et les « Joint Policy Statements » ou recommandations pour les politiques publiques.

(ANRT) qui a procédé à une analyse de l'attractivité de la France pour les centres de R&D des entreprises.

Comment rénover le système de recherche français ? Un colloque organisé en partenariat avec l'Institut de l'entreprise « **Quelles options pour l'évolution du système français d'innovation ? Enseignements des expériences étrangères** » (4 octobre) a tenté de répondre à cette question en s'appuyant sur l'analyse de hauts responsables français – *Bertrand Collomb*, président de Lafarge, *Christian Blanc*, député des Yvelines, *Pierre Tambourin*, directeur du Génopole d'Ivry, *Thierry Weil*, directeur de FutuRIS - et d'expériences américaine avec *Stefanie Lenway* et *Thomas Murtha*, Carlson School of Management, Minnesota, allemande, avec *Frieder Meyer-Krahmer*, directeur du Fraunhofer Institute for Systems and Innovation Research, ISI, et suédoise avec *Thomas Andersson*, président de l'IKED. Les réflexions ont permis de proposer de nouvelles orientations à la loi de programmation sur la recherche, débattue en 2004, susceptibles de redresser les performances de la France en matière d'innovation.

Ces travaux ont donné lieu à plusieurs présentations et une publication : *La Recherche et l'innovation en France : quelles priorités dans le contexte de la mondialisation ?*, coordonnée par P. Larédo et

F. Sachwald, Note Institut de l'entreprise/Ifri (parution en 2005).

- **Systèmes d'innovation étrangers et coopération avec des partenaires français** : Deux séminaires, organisés en partenariat avec l'ANRT, ont fait le point sur l'évolution de la recherche et de l'innovation en Corée et en Russie en s'appuyant sur l'expérience des entreprises françaises et en identifiant les possibilités de partenariat technologiques avec les entreprises locales. « **Repères sur l'innovation en Corée du Sud** » (4 mars), avec la participation de nombreux experts coréens, et « **Repères sur l'innovation en Russie** » (14 octobre - voir Russie/CEI).

• **Le potentiel de croissance en France et en Europe**

Ce programme de recherche a notamment révélé la faiblesse de la position internationale de la France dans les secteurs de haute technologie – que ce soit en termes de commerce international ou de performance en matière d'innovation. Ces travaux ont contribué au débat en cours sur les ressorts de la croissance en France et en Europe, et sur les politiques structurelles à mettre en œuvre. Ils se sont traduits par la publication d'un ouvrage : *La Croissance française 1950-2030*, et par l'organisation de séminaires et la participation au débat sur le thème des délocalisations.

**Séminaires**

19 mars

« **Accroître le potentiel de croissance de la France** »

Petit-déjeuner-débat avec *Anton Brender*, économiste en chef à Dexia Asset Management, *Jean-Philippe Cotis*, économiste en chef à l'OCDE, et *Michel Didier*, directeur général de Rexecode.

12 octobre

« **Peut-on lever les obstacles à la croissance française ?** »

Déjeuner-débat autour de l'ouvrage *La Croissance française 1950-2030* avec des dirigeants d'entreprise et *Michel Camdessus*, gouverneur honoraire de la Banque de France et ancien directeur général du FMI.

• **Relations ONG-entreprises**

Ce programme a été mené conjointement par l'Ifri et l'Institut de l'entreprise dans le cadre d'un groupe de travail co-dirigé par *Eddy Fougier* et *Jean-Damien Pô*, directeur des études de l'Institut de l'entreprise. L'objectif était d'établir le bilan et de tracer les perspectives des relations entre les entreprises et les ONG. Cette initiative prolonge une réflexion engagée depuis plusieurs années sur les enjeux de la mondialisation pour les entreprises multinationales et sur la montée en puissance de

la société civile. Réuni à trois reprises entre juin et novembre 2004, ce groupe de travail était composé de représentants d'entreprises (Carrefour, Casino, Lafarge, Lafuma, Schneider Electric), de représentants d'ONG (Amnesty International, CARE International, FIDH, Max Havelaar France, Transparence-International France, WWF) et d'experts issus du monde du conseil ou du monde académique. Il a débouché sur la rédaction d'une note de synthèse.

**Politiques commerciales et gouvernance de la mondialisation.**

Responsable du programme : *Jean-Marie Paugam*, chercheur (commerce et négociations commerciales internationales, OMC, relations économiques et commerciales transatlantiques, commerce et développement durable, commerce et aide publique au développement) ; *Anne-Sophie Novel*, assistante de recherche.

Trois axes ont été privilégiés.

• **Organisation mondiale du commerce : programme de développement de Doha et enjeux et positions de la France dans les négociations commerciales internationales**

Les négociations commerciales multilatérales dans toutes leurs dimensions (enjeux économiques et normatifs, économie politique des négociations, rapports de force internationaux, dialogue Nord-Sud, architecture internationale et enjeux institutionnels) font l'objet d'une veille permanente en vue de contribuer au débat de politique publique national et communautaire.

Deux projets ont été consacrés à l'économie politique et au processus institutionnel d'élaboration des positions de négociation de la France au sein du système de décision communautaire :

- la réalisation du rapport du comité de réflexion du MEDEF sur l'avenir du système commercial multilatéral présidé par *T. de Montbrial* sur les enjeux de l'OMC pour les entreprises françaises : *Une Organisation mondiale du commerce pour quoi faire ? Les entreprises françaises et l'avenir du système commercial multilatéral*,

*rapporteur* : *J.-M. Paugam*, décembre ;

- une étude de cas sur le processus français de décision en matière de négociations commerciales dans le cadre d'un programme conjoint de l'OMC et de l'Université d'Adélaïde.

L'Ifri a accueilli le *Dr. Supachai Panitchpakdi*, directeur général de l'OMC, pour un séminaire d'experts présidé par *T. de Montbrial*, le 3 mars. En tant que membre du Conseil consultatif établi auprès du directeur général de l'OMC, *T. de Montbrial* a par ailleurs participé, sous la présidence de *Peter Sutherland*, à l'élaboration du rapport *L'avenir de l'OMC – Relever les défis du nouveau millénaire* (parution janvier 2005).

• **Accords commerciaux régionaux et bilatéraux de l'UE**

Dans le cadre d'une veille générale sur la politique commerciale régionale de l'UE et son articulation avec les négociations multilatérales, deux études ont été réalisées en 2004 : « *Les relations économiques et commerciales transatlantiques* » ; « *Le partenariat économique euro-méditerranéen* » (réalisée pour le JETRO).



### • Gouvernance internationale et développement durable

En 2004, le programme a participé à l'activité du réseau européen de recherche SUSTRA (Sustainable Trade), consacré aux relations entre la politique commerciale et les enjeux du développement

durable, en particulier environnementaux. Un colloque européen portant sur la relation entre opinions publiques et gouvernance européenne en matière de commerce et de développement durable a été organisé en juin.

#### Colloque

3-4 juin

##### « Gouvernance européenne et opinion publique européenne sur le commerce et le développement durable »

Ce colloque a réuni des chercheurs, des universitaires, de hauts fonctionnaires, des représentants de la Commission européenne, des dirigeants d'entreprises et de fédérations professionnelles, des responsables d'instituts de sondages ainsi que des ONG. La première journée a été consacrée au repérage des composantes des opinions publiques européennes et à l'évaluation de

leur interaction avec la politique commerciale de l'UE. La seconde journée s'est concentrée sur deux études de cas : le lien entre commerce et dimension sociale de la mondialisation, l'articulation entre politiques du commerce et de l'aide au développement.

Cette réunion a donné lieu à un « Policy Brief », *European Governance and European Public Opinion on Trade and Sustainable Development* (en anglais).

#### Tables rondes

26 janvier

##### « Au-delà des contentieux commerciaux : quel dialogue transatlantique après Cancun ? »

avec *Grant Aldonas*, sous-secrétaire américain chargé du Commerce international, département du Commerce.

16 novembre

##### « Présentation du rapport "Global Economic Prospects 2005" »

avec *Carlos Braga* et *Uri Dadush*, Banque mondiale, *Sébastien Jean*, CEPII, *Françoise Nicolas* et *J.-M. Paugam*

#### Projets 2005.

Le programme poursuivra les activités engagées en 2004, avec pour thème prioritaire le suivi du cycle de Doha et la préparation de la conférence ministérielle de l'OMC à Hong-Kong en décembre 2005 : activité de veille et publication, organisation

de débats sur les négociations et les positions des grands acteurs. Un séminaire sur les enjeux des relations Nord-Sud dans les négociations de Doha est par ailleurs envisagé, en liaison avec le programme agricole.

#### L'avenir des politiques agricoles.

Chercheurs : *Pierre Rainelli*, responsable du programme ; *Guy Legras*, conseiller scientifique ; *Anne-Claire Thomas*, assistante de recherche

Le contexte dans lequel se déploient les politiques agricoles est nouveau. Aujourd'hui, les pays en développement occupent une place croissante dans les négociations commerciales multilatérales et le débat public et s'expriment avec vigueur. Par ailleurs, l'élargissement de l'Union européenne et les nouvelles préoccupations des consommateurs accentuent la pression pour une réforme de la PAC.

Lancé en 2003, ce programme a pour objectif de mettre à plat les termes du débat et de donner un éclairage sur les évolutions possibles

des politiques agricoles au-delà des accords commerciaux en cours de discussion. Il a une dimension internationale et associe des chercheurs et des décideurs concernés par les négociations agricoles tels que l'Union européenne, des pays en développement et des pays du groupe de Cairns ainsi que des représentants des entreprises.

Il s'est traduit par plusieurs conférences et tables rondes présidées par *Guy Legras*, ancien DG Agriculture à la Commission européenne, ainsi que par une conférence internationale.

#### Conférences et tables rondes

5 février

##### « La boîte de développement »

avec *Alan Matthews*, Trinity College, Dublin, *Antoine Bouët*, Université de Pau.

1er mars

##### « Les modèles et leur utilisation pour les négociations commerciales sur l'agriculture »

avec *Jean-Christophe Bureau*, Institut national agronomique Paris-Grignon (INAPG), *Yves Surry*, Institut national de la recherche agronomique (INRA).

24 mai

##### « La compétitivité de l'agriculture européenne dans le cadre de la libéralisation du secteur agricole »

avec *Folkhard Isermeyer*, Office fédéral de recherche agricole (FAL), Allemagne, *J.-P. Buteau*, INRA Nancy.

9 juin

##### « Entrée de la Chine dans l'OMC : les impacts sur la production agricole »

avec *Claude Aubert*, INRA.

#### Conférence internationale

7 octobre

##### Troisièmes rencontres annuelles Agriculture et mondialisation : « Les politiques agricoles sont-elles

##### condamnées par la mondialisation ? »

Cette conférence internationale, ouverte par *Hervé Gaymard*, ministre français de l'Agriculture, avait pour objectif de faire progresser la réflexion collective dans le débat sur l'avenir des politiques agricoles et de faire émerger de futures propositions acceptables par toutes les parties. Elle a réuni des chercheurs internationaux, des représentants de la Commission européenne et des institutions internationales (OMC, Banque mondiale, etc.), ainsi que des représentants des gouvernements, notamment des pays en développement (ministre indien du Commerce extérieur, ministre mozambicain de l'Économie et du Commerce).

#### Énergie et relations internationales.

Chercheur : *Pierre Noël*, responsable du programme.

L'Ifri a lancé en 2004 un programme « Énergie et relations internationales ». Dans un environnement géopolitique et économique en mutation rapide, le programme a vocation à étudier les principales interactions entre les transformations du système international et les dynamiques énergétiques. En collaboration avec les différentes unités de recherche compétentes de l'Ifri, le programme développera progressivement des recherches sur les problématiques liées au Moyen-Orient,

à la Russie, à la Chine et à l'Inde mais aussi aux États-Unis et à l'Europe, à la stratégie des compagnies pétrolières ou à la contrainte climatique et la nouvelle politique de l'énergie, etc.

Une première étude a été engagée en octobre 2004 sur « *Géo-politique pétrolière et politiques climatiques à long terme* ». Ce travail est conduit en partenariat avec le LEPII-EPE (université de Grenoble) et HEC Genève. Il bénéficie du soutien financier du ministère de l'Écologie et du Développement durable (programme GICC) et du groupe BP.

# Publications

L'Ifri publie la revue trimestrielle *Politique étrangère*, ainsi que l'ouvrage annuel *RAMSES*. L'institut diffuse ses travaux dans diverses collections : « Travaux et recherches de l'Ifri », « Cahiers et conférences de l'Ifri », « Les Notes de l'Ifri », « Les Cahiers d'Asie » et propose de nombreuses publications « en ligne » : « Notes du Cerfa », « Études de l'Ifri », « Policy Papers », « Working Papers »...



## **Politique étrangère : la revue trimestrielle de l'Ifri**

Espace de débat, *Politique étrangère* a vocation à offrir des clefs de lecture pour déchiffrer l'actualité et fait appel aux meilleurs analystes internationaux.

Rédacteur en chef : *Dominique David*.

Secrétaires de rédaction : *Delphine Renard*,

*Marielle Roubach*.

En 2004, les dossiers phare ont été :

n° 1/2004, printemps : « Les armes de l'Irak, un an après »

n° 2/2004, été : « La Chine dans l'économie mondiale »

n° 3/2004, automne : « La présidence Bush, parenthèse ou changement structurel ? »

n° 4/2004, hiver : « Les nouveaux enjeux du Moyen-Orient »



## **RAMSES Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies**

Ouvrage collectif publié sous la direction de *Thierry de Montbrial* et *Philippe Moreau Defarges*, dans une première partie, *RAMSES* dégage et analyse les grandes tendances à l'œuvre sur la scène internationale ou dans l'ordre régional. Dans une seconde partie, l'essentiel de l'actualité de l'année écoulée est rappelé dans une série de brefs articles. L'ouvrage comporte un important appareil bibliographique, statistique et cartographique.

## **Publications 2004**

### **Europe**

#### **Ouvrages**

#### **Quel budget européen à l'horizon 2013 ?**

#### **Moyens et politiques d'une Union élargie**

MAXIME LEFEBVRE (COORD.) avec :

NICOLAS-JEAN BRÉHON, PATRICE CARDOT,

STEFAN COLLIGNON, JACQUES LE CACHEUX,

MAGDALENA WERPACHOWSKA et HUGO ZSOLT DE SOUZA,

« Travaux et recherches de l'Ifri ».

#### **Radioscopies de l'Allemagne**

CLAIRE DEMESMAY et HANS STARK (dir.),

« Cahiers et conférences de l'Ifri », n° 3.

#### **La Constitution européenne en question**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES,

Paris, Éditions d'Organisation.

#### **Comprendre la Constitution européenne**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES,

Paris, Éditions d'Organisation.

#### **Qui dirige l'Allemagne ?**

CLAIRE DEMESMAY et HANS STARK (dir.),

Lille, Presses universitaires du Septentrion,

janvier 2005.

#### **La France, l'Allemagne et l'Europe.**

#### **Perspectives (2). Quel avenir ?**

#### **Relations franco-allemandes et PESD**

MARTIN KOOPMANN et HANS STARK,

« Notes de l'Ifri », n° 56.

### **Publications numériques, disponibles sur le site de l'Ifri**

#### **« Policy Papers »**

#### **L'Europe aura-t-elle sa Constitution ?**

MAXIME LEFEBVRE, n° 7, janvier.

#### **La Constitution européenne :**

#### **bilan d'un accouchement (2002-2004)**

MAXIME LEFEBVRE, n° 8, septembre.

#### **La Laïcité en question ?**

JEAN BAUBÉROT, n° 12, décembre.

#### **« Notes du Cerfa »**

#### **Les Réformes sociales en Allemagne :**

#### **l'Agenda 2010 du gouvernement Schröder**

BRIGITTE LESTRADE, n° 9, février.

#### **La France, l'Allemagne et la Constitution**

#### **européenne : un bilan mitigé,**

#### **un leadership contesté**

JOACHIM SCHILD, n° 10, mars.

#### **Le Débat sur le fédéralisme en Allemagne :**

#### **avantages et limites du fédéralisme exécutif**

PETER SCHNEIDER, n° 11, avril.

#### **Les relations germano-polonaises :**

#### **bilan et perspectives**

DIETER BINGEN, n° 12, mai.

#### **La transformation de la Bundeswehr**

FRANZ-JOSEPH MEIERS, n° 13, juin.

#### **Vers un retour de la croissance ?**

#### **Les aléas de la conjonction allemande**

ALFRED BOSS, ANNETTE KUHN, CARSTEN-PATRICK MEIER,

FRANCK OSKAMP, BIRGIT SANDER et JOACHIM SCHEIDE,

n° 14, juillet.

#### **Allemagne : réformes, contestations et nouvelles données politiques**

HANS STARK, n° 15, septembre.

#### **Allemagne 2020 : l'avenir démographique de la nation**

STEFFEN KRÖHNERT, NIENKE VAN OLST, REINER KLINGHOLZ,

n° 16, octobre.

#### **L'Économie est-allemande : transition inachevée et réorientation de politique économique**

RÉMI LALLEMENT, n° 17, novembre.

#### **La Politique étrangère de l'Allemagne et le nouvel ordre international : un paradis perdu ?**

HANNS W. MAULL, n° 18(a), décembre.

#### **La Logique de la politique étrangère allemande**

HANS-DIETER HEUMANN, n° 18(b), décembre.

#### **« Visions franco-allemandes », Cerfa**

#### **Derrière le discours de l'amitié franco-allemande, quelle réalité ?**

CLAIRE DEMESMAY, n° 1, octobre.

#### **La France, l'Allemagne et l'enjeu nucléaire**

FREDÉRIC TURKISH, n° 2, novembre.

#### **La Dimension politique de la réconciliation : retour sur le 6 juin 2004**

ALFRED GROSSER, n° 3, décembre.

#### **Articles**

« L'Union franco-allemande : pour quoi faire ? »  
MAXIME LEFEBVRE, *Revue du Marché commun et de  
l'Union européenne*, n° 475, février.

« L'Europe politique est-elle encore possible ? »  
MAXIME LEFEBVRE, *Le Débat*, mars-avril.

**« L'Europe, puissance par la défense ? »**MAXIME LEFEBVRE, *Défense nationale*, mai**« Le grand bond vers l'Est :  
une nouvelle Europe »**MAXIME LEFEBVRE, *Revue du Marché commun et de l'Union européenne*, n° 478, mai.**« L'Allemagne et le nouvel ordre européen : des  
négociations "2+4" à l'après 11 septembre »**HANS STARK, *Études germaniques*, n° 59, études réunies par GEORGES-HENRI SOUTOU et JEAN-MARIE VALENTIN, octobre-décembre, Didier érudition.**« Vu d'Allemagne. Point de vue germanique sur  
le lien franco-britannique en matière de PESD »**GERRIT SCHLOMACH et HANS STARK, *Armées d'aujourd'hui*, n° 289, avril.**« Société civile et démocratie en Allemagne »**CLAIRE DEMESMAY, supplément à *La lettre de la Fondation*, n° 132, mai, Fondation Robert Schuman.**« La France qui fronde : l'adhésion  
de la Turquie en débat »**CLAIRE DEMESMAY et EDDY FOUGIER, *Le Débat*, n° 133, janvier-février.**« Perspectives »**THIERRY DE MONTBRIAL, *RAMSES 2005*, septembre.**« La question turque »**THIERRY DE MONTBRIAL, *Politique étrangère*, n° 3/2004.**États-Unis (CFE)****« Working Papers » et « Policy Papers »  
(publications numériques, disponibles  
sur le site du CFE-Ifr)****Programme Espace****Human Space Exploration : National Interests  
and the Global Exploration Enterprise**MAÏTÉ JAURÉGUY et CHRISTIAN BECKNER  
« Working Paper », décembre.**Les États-Unis face au défi spatial chinois**LAURENCE NARDON et PIERRE MESSERLIN,  
« Working Paper », juin.**The Private Sector Road to  
a Space-faring Civilization ?**

EDWARD L. HUDGINS. « Policy-Paper », juin.

**Programme Énergie  
et changement climatique****The George W. Bush Administration :  
A New Environment ?**

MARY CLARE JALONICK, « Policy-Paper », mai.

**Bush's Second Term :  
A Business-Friendly Environment ?**

MARY CLARE JALONICK, « Policy Paper », décembre.

**Environmental Federalism  
and U.S. Climate Change Policy**

LISA JAEGER, « Working Paper », mai.

**Evaluating U.S. States' Climate Policy Initiatives**

PATRICIO SILVA, « Policy Paper », mai.

**The Political Economy  
of Nuclear Energy in the U.S.**

PIETRO NIVOLA, « Policy Paper », mai.

**Articles****« Les États-Unis et la sécurité  
pétrolière mondiale »**PIERRE NOËL, *RAMSES 2005*, septembre.**Programme Politique intérieure****American Fiscal Policy ;  
Trends, Effects and Implications**WILLIAM GALE et PETER ORSZAG,  
« Policy Paper », décembre.**Articles****« La fin du néofédéralisme ? L'Administration  
Bush et la "dévolution" du pouvoir »**FRANÇOIS DE CHANTAL,  
*Politique étrangère*, n° 3/2004.**« La Cour Rehnquist et le fédéralisme  
aux États-Unis : peut-on parler  
d'un projet néofédéral ? »**FRANÇOIS DE CHANTAL, *Revue internationale  
de droit comparé*, n° 3/2004.**« Fighting "Big Government" : Frames,  
Federalism, and Social Policy Reform  
in the United States »**FRANÇOIS DE CHANTAL (avec DANIEL BÉLAND), *Canadian  
Journal of Sociology*, vol. 29, n° 2, printemps.**« Les débats américains sur le futur  
de la relation transatlantique »**FRANÇOIS DE CHANTAL, « Note de  
la Fondation Robert Schumann », mars.**« Enjeux politiques et diplomatie »**FRANÇOIS DE CHANTAL, in *Annuaire français  
des relations internationales*.**Russie-CEI****Articles****« Les trois enjeux du partenariat  
entre l'Union européenne et la Russie »**THOMAS GOMART, *Politique étrangère*, n° 2/2004.**« Le partenariat entre l'Union européenne  
et la Russie à l'épreuve de l'élargissement »**THOMAS GOMART, *Revue du marché commun et  
de l'Union européenne*, n° 479, juin.**« Enlargement Tests the Partnership  
Between the EU & Russia »**THOMAS GOMART, *Conflict Studies Research  
Centre (CSRC)*, Russian Series, 04/23, août.**« Putin's Russia : Towards a New Combination  
of Military and Foreign Policies »**THOMAS GOMART, *World Defence Systems*, n° 2/2004.**« Différer pour mieux attendre ?  
La stratégie de l'Union européenne  
à l'égard de la Russie (1997-2003) »**THOMAS GOMART, *Matériaux pour l'histoire  
de notre temps*, n° 76.**Asie****Ouvrages et périodiques****Asia and Europe – Cooperating  
for Energy Security**FRANÇOIS GODEMENT, FRANÇOISE NICOLAS et  
TAIZO YAKUSHIJI (dir.), « Les Cahiers d'Asie », n° 4.**Asie : Chine, Indonésie, Japon, Malaisie,  
Pakistan, Viêt-nam...**FRANÇOIS GODEMENT (dir.),  
Paris, La Documentation française, décembre.**« Les Nouvelles de Chine »** (bulletin électronique  
mensuel), FRANÇOIS GODEMENT et MICHAL MEIDAN (dir.)**« La Lettre du Japon »** (bulletin électronique  
mensuel), GUIBOURG DELAMOTTE (dir.)**Viêt-nam contemporain**STÉPHANE DOVERT et BENOÎT DE TRÉGLODÉ (dir.), Paris,  
Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est  
contemporaine (IRASEC), vol. XXXII, avril.**Articles****« Les enjeux des élections de 2004 en Asie du  
Sud-Est » et « Asie orientale : organisations  
régionales et intégration »** SOPHIE BOISSEAU DU  
ROCHER ; « 2004 : réaffirmation de l'Asie orien-  
tale » et « Chine, la puissance et ses limites »,  
FRANÇOIS GODEMENT ; « Les secteurs financiers  
asiatiques depuis la crise de 1997-98 »,  
FRANÇOISE NICOLAS ; « Les secteurs financiers  
asiatiques depuis la crise de 1997-98 »,  
FRANÇOISE NICOLAS ; « Le Viêt-nam et les dilem-  
mes d'une "ouverture raisonnée" : 2000-2004 »,  
BENOÎT DE TRÉGLODÉ in FRANÇOIS GODEMENT (dir.),  
Asie : Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Pakistan,  
Viêt-nam..., édition 2004-2005, Paris,  
La Documentation française, décembre.FRANÇOISE NICOLAS, *Asia Pacific Journal  
of Economics and Business*, vol. 8, n° 1, juin.**« Revamping the Korean Financial System :  
Which Role for Foreign Investors ? »**FRANÇOISE NICOLAS, *Asia Pacific Journal  
of Economics and Business*, vol. 8, n° 1, juin.**« L'irrésistible ascension de  
la Chine en Asie orientale »**FRANÇOISE NICOLAS, *Politique étrangère*,  
n° 2/2004, été.**« Aide et commerce, une nécessaire  
complémentarité »**FRANÇOISE NICOLAS, *Accomex*, septembre-octobre.**« La crise sans fin de l'ASEAN »**SOPHIE BOISSEAU DU ROCHER, *Études*, octobre.**Moyen-Orient****L'Ambiguïté de l'aventure démocratique  
des femmes algériennes**

SELIMA GHEZALI, « Policy Paper » n° 9, décembre.

**L'Algérie : ouverture ou statu quo ?**NAOUFEL BRAHIMI EL MILI, SAÏD DJAAFER, IHSANE EL KADI  
et AKRAM ELLYAS, introduits par KHADIJA MOHSEN-  
FINAN, « Policy Paper » n° 10, décembre.**Les Chantiers de l'égalité au Maghreb**

SANA BEN ACHOUR, « Policy Paper » n° 13, décembre.

---

**Articles**


---

**« Le Maroc entre maintien de l'ouverture politique et fin du laxisme »**

MALIKA ZEGHAL et KHADIJA MOHSEN-FINAN, *in Afrique du Nord, Moyen-Orient – Espace et conflits*, Paris, La Documentation française.

**« La place de la femme : trois pays, trois cas de figure »**

KHADIJA MOHSEN-FINAN, *Questions internationales*, n° 10, novembre-décembre.

**« Tariq Ramadan : l'ascension d'un musulman européen »**

KHADIJA MOHSEN-FINAN, *Les Cahiers de l'Orient*, n° 76, 4<sup>e</sup> trimestre.

**« Dossier saharien, un héritage lourd »**

KHADIJA MOHSEN-FINAN, *Les Cahiers de l'Orient*, n° 74, 2<sup>e</sup> trimestre.

---

**Sécurité**


---

**La Chine et les défenses antimissiles de 1955 à 2002 et au-delà**

BRAD ROBERTS, « Prolifération Papers », n° 10, hiver.

---

**Articles**


---

**« Prolifération : le retour »**

DOMINIQUE DAVID, *Alternatives non-violentes*, n° 130, printemps.

**« Les souverainetés au temps de l'après-guerre froide »**

DOMINIQUE DAVID, *Revue suisse de science politique*, volume 10, printemps.

**« Quelle part pour les hautes technologies de défense dans les futures capacités stratégiques ? »**

DOMINIQUE DAVID, *Revue Défense*, numéro spécial, n° 100.

**« Quel avenir pour les forces nucléaires ? »**

DOMINIQUE DAVID, *Revue Défense*, n° 110, avril-mai.

**« Le renouveau de la puissance aérienne »**

ÉTIENNE DE DURAND, *Hérodote*, 3<sup>e</sup> trimestre.

**« Together in the Same Boat : Shared Platforms for an Effective Defence »**

ÉTIENNE DE DURAND, *World Defence Systems*, vol. 7, n° 2, automne.

**« Les redéploiements militaires américains »**

ÉTIENNE DE DURAND, *Armées d'aujourd'hui*, octobre.

---

**Économie**


---

**La Croissance française 1959-2030 : le défi de l'innovation**

F. SACHWALD et L. MIOTTI, avec la coll. de FRANÇOISE NICOLAS, préface de PATRICK ARTUS, « Travaux et recherches de l'Ifrri ».

**Une Organisation mondiale du commerce pour quoi faire ? Les entreprises françaises et l'avenir du système commercial multilatéral**

rapport du comité de réflexion du MEDEF sur l'avenir du système commercial multilatéral, présidé par THIERRY DE MONTBRIAL, rapporteur : JEAN-MARIE PAUGAM, décembre.

**Introduction à l'économie**

THIERRY DE MONTBRIAL (avec E. FAUCHART), Paris, Dunod (3<sup>e</sup> édition).

**The Integration of China and East European Countries in Global Networks. Are European Multinationals Different ?**

FRÉDÉRIQUE SACHWALD, « Les Études de l'Ifrri », n°2 (publication numérique. Disponible sur le site de l'Ifrri).

---

**Articles**


---

**« The Euro and Financial Relations Between Latin America and Europe : Medium-and long-term implications »**

LUIS MIOTTI, DOMINIQUE PLIHON et CARLOS QUENAN, in PATRICK ARTUS, ANDRÉ CARTAPANIS et FLORENCE LEGROS (dir.), *Regional Currency Areas in Globalization*, Londres, Edward Elgar.

**« International Specialisation and Trade Regimes in Argentina 1960-1999 »**

LUIS MIOTTI, CARLOS QUENAN et CARLOS WINOGRAD, *Latin American Economic Crises*, International Economic Association, Palgrave MacMillan.

**« Dette externe des pays émergents : comment neutraliser la volatilité des monnaies fortes ? »**

LUIS MIOTTI, PIERRE LAURENT, NICOLAS MEUNIER, CARLOS QUENAN, VÉRONIQUE SELTZ, *Revue économique*, été.

**« L'entreprise et ses nouveaux contestataires »**

EDDY FOUGIER, *Sociétal*, n° 43, 1<sup>er</sup> trimestre.

**« Délocalisations : une « destruction créatrice »**

FRÉDÉRIQUE SACHWALD, *Sociétal*, n° 44, 2<sup>e</sup> trimestre.

**« L'émergence de la Chine, menace et opportunité pour les pays avancés »**

FRÉDÉRIQUE SACHWALD, *Politique étrangère*, n° 2/2004, été.

**« À la recherche de la régulation perdue : quelles règles du jeu pour l'après-Cancun ? »**

JEAN-MARIE PAUGAM et DENIS TERSEN, *Politique étrangère*, n° 3/2004, automne.

**« Une nouvelle rivalité transatlantique en Méditerranée ? »**

JEAN-MARIE PAUGAM et DOROTHÉE SCHMID, *Politique étrangère*, n° 4/2004, hiver.

**« L'OMC victime de la mondialisation ?**

**Le système commercial multilatéral à la recherche de ses nouvelles frontières »**  
JEAN-MARIE PAUGAM, *RAMSES 2005*, septembre.

**European Governance and European Public Opinion on Trade and Sustainable Development**

« Policy Brief », synthèse du colloque organisé à l'Ifrri les 3 et 4 juin, dans le cadre du réseau de recherche européen SUSTRA, novembre.

---

**Enjeux internationaux**


---

**Ouvrages**


---

**La Guerre et la diversité du monde**

THIERRY DE MONTBRIAL, Paris, Éditions de l'Aube.

**Pratiques de la négociation**

THIERRY DE MONTBRIAL et SABINE JANSEN (dir.), Bruxelles/Paris, Bruylant/LGDJ.

**Relations internationales, Questions mondiales (tome II)**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, Paris, Le Seuil, « Points-Essais », 6<sup>e</sup> édition mise à jour.

---

**Articles**


---

**« Qu'est ce que la géographie politique ? »**

THIERRY DE MONTBRIAL, *Commentaire*, n° 106, été.

**« Franco-American Relations : A Historical-Structural Analysis »**

THIERRY DE MONTBRIAL, *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 17, n° 3, octobre.

**« À la recherche d'une science de l'action »**

THIERRY DE MONTBRIAL, *Annales d'économie politique*, vol. 51.

**« À quoi sert le G8 ? »**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, *Questions internationales*, n° 5, janvier-février.

**« De la SDN à l'ONU »**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, *Pouvoirs*, n° 109, avril.

**« Le monde est-il en danger de progrès ? »**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, *Questions internationales*, n° 9, septembre-octobre.

**« Le multilatéralisme et la fin de l'histoire »**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, *Politique étrangère*, n° 3/2004, automne.

**« Comment juger les crimes d'État »**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, *Politique internationale*, n° 105, automne.

---

**Parution en 2005**


---

**Constitution européenne.**
**Voter en connaissance de cause**

PHILIPPE MOREAU DEFARGES, Paris, Éditions d'Organisation.

**La Recherche et l'innovation en France : quelles priorités dans le contexte de la mondialisation ?**

coordonné par PHILIPPE LARÉDO et FRÉDÉRIQUE SACHWALD, Paris, Institut de l'entreprise/Ifrri.

**The Impact of EU Enlargement on the Location of Production in Europe**

FRÉDÉRIQUE SACHWALD, « Étude de l'Ifrri », n° 4. (publication numérique. Disponible sur le site de l'Ifrri).

**« The French Road to Cancun : An overview of the French decision making on WTO negotiations »**

JEAN-MARIE PAUGAM *WTO Case Studies*, OMC et Université d'Adélaïde (à paraître).

# L'Ifri et ses partenaires

Au croisement de la recherche et du débat, l'Ifri se veut une plateforme de libre-échange et de rencontres pour ses partenaires – membres individuels, ambassades, organisations à but non lucratif, entreprises – afin de promouvoir un dialogue riche et constructif entre décideurs publics et privés, chercheurs et société civile. Par leur soutien et leur participation active à nos débats sur les grandes questions internationales, ils renforcent l'expertise de l'Ifri et sa capacité d'influence. Ainsi, les conférences ouvertes à tous les membres ont vocation à favoriser ce dialogue autour de questions d'actualité commentées par des personnalités internationales et les chercheurs de l'Ifri. La bibliothèque, riche de 32 000 ouvrages, 196 périodiques et 10 bases CD-ROM, ainsi que la diffusion des publications de l'Ifri (voir Publications) permettent d'alimenter la réflexion.

Le programme réservé aux dirigeants des sociétés membres s'efforce, en tenant compte de leurs préoccupations, de contribuer à l'éclairage contextuel de leurs choix stratégiques. Il s'articule autour de rencontres aux formats divers – petits-déjeuners, déjeuners de travail avec des chercheurs de l'Ifri, dîners-débats autour de personnalités françaises ou étrangères. Au fil des années, l'Ifri

a développé un lien plus étroit avec certaines sociétés membres en les associant davantage à ses travaux de recherche (séminaires sur les économies asiatiques, avenir des politiques commerciales et agricoles, politiques de R&D et d'innovation, etc.). Compte tenu de sa démarche, l'institut ne s'adresse pas seulement aux entreprises françaises et européennes, mais, d'une manière générale, à toutes celles qui sont soucieuses de développer leurs activités internationales et de mieux comprendre le contexte dans lequel elles évoluent.

Depuis 1986, *Dominique Letourneur* a marqué de son empreinte les relations avec les entreprises. Les liens de confiance qu'elle a su tisser avec ces dernières constituent un riche héritage pour *Corinne Degoutte*, nommée directeur du développement le 1<sup>er</sup> juillet 2004. Elle s'attache depuis à poursuivre cette tâche avec *Aymar de Lastours* et *Jean-Louis Andreu*, conseillers pour les entreprises tout en enrichissant la relation avec tous les partenaires de l'Ifri, notamment au travers de nouveaux supports de communication. *Dominique Letourneur* reste proche de l'Ifri comme conseiller de la direction.



## 1979 – 2004 : L'Ifri célèbre son 25<sup>e</sup> anniversaire

*L'Ifri a célébré ses 25 ans le 20 octobre 2004. À cette occasion, alors que dans le sillage de l'avis globalement favorable à l'ouverture de négociations d'adhésion pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne rendu par la Commission, la « question turque » commençait à être au cœur du débat public, Bertrand Collomb, président du conseil d'administration, et Thierry de Montbrial, directeur général de l'Ifri, ont réuni autour de Recep Tayyip Erdogan, Premier ministre de Turquie, 250 invités pour un dîner de gala au musée d'Orsay. Cette soirée a reçu le soutien de : L'ANVAR – ARCELOR – AXA - la BDPME – CITIGROUP – COLAS – EADS - EDF – EIFFAGE – GENERALI - le Cabinet GIDE LOYRETTE NOUËL - la Fondation HIPPOCRENE - les Laboratoires SERVIER - LAFARGE - L'OREAL - MAZARS - PROFILO Holding – RENAULT - RTE – TOTAL*  
 25 ans : cette belle aventure d'un quart de siècle a été possible grâce à la fidélité des partenaires de l'Institut. L'Ifri compte aujourd'hui plus de 650 membres qui lui ont permis de construire un instrument efficace et unique en France dans le débat mondial des idées.

## Entreprises membres au 31 décembre 2004

- ABN-AMRO FRANCE • ACCOR
- AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT • AIR FRANCE
- AIR LIQUIDE • ALCATEL • AMERICAN EXPRESS • ARCELOR
- AREVA • ARIANESPACE • AXA
- BANQUE DE FRANCE • BANQUE FÉDÉRALE DES BANQUES POPULAIRES • BANQUE PATRIMOINE ET IMMOBILIER
- BARCLAYS BANK • BASF FRANCE • BC PARTNERS
- BEARINGPOINT • BESV • BNP PARIBAS • BOUYGUES
- BRGM • BURELLE S.A.
- CABINET GIDE LOYRETTE NOUËL
- CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
- CAIXABANK • CARREFOUR • CCF
- CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
- CHAMPAGNE CÉRÉALES • CHARBONNAGES DE FRANCE
- CILAS • CITIGROUP • CNP ASSURANCES
- COFACE • COFIP • COLAS
- COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE
- COOP DE FRANCE • CRÉDIT AGRICOLE S.A.
- CRÉDIT FONCIER DE FRANCE
- CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL • CRÉDIT MUTUEL
- CRÉDIT SUISSE GROUP
- DAIMLER CHRYSLER
- DASSAULT AVIATION • DEUTSCHE BANK
- DEXIA - CRÉDIT LOCAL DE FRANCE
- DEXIA ASSET MANAGEMENT
- EADS • EIFFAGE
- ÉLECTRICITÉ DE FRANCE • ENTENIAL
- ENTREPRISE MINIÈRE ET CHIMIQUE • ERAMET
- FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES
- FÉDÉRATION FRANÇAISES DES PRODUCTEURS DE PROTÉAGINEUX
- FÉDÉRATION NATIONALE DES TRAVAUX PUBLICS
- FÉDÉRATION NATIONALE GROUPAMA • FIEEC
- FIMOPART • FONCIÈRE THERMALE
- FONDATION HIPPOCRENE • FRANCE TÉLÉCOM
- GAZ DE FRANCE • GIMELEC
- GROUPEMENT DES CARTES BANCAIRES • HENNESSY
- INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE • INVIVO
- JEANTET & ASSOCIÉS • JP MORGAN CHASE BANK
- KSB • LA MONDIALE • LA POSTE
- LABORATOIRES SERVIER • LAFARGE • LAZARD FRÈRES
- LES ÉCHOS • L'ORÉAL • LVMH • MAZARS • MDBA • MEDEF
- MONITOR COMPANY • MORGAN STANLEY
- NAPLES INVESTISSEMENT
- NATEXIS BANQUES POPULAIRES • NOKIA
- PERNOD RICARD • PSA PEUGEOT CITROËN • RATP
- RENAULT • RHODIA • ROLAND BERGER ET PARTNERS
- ROTHSCHILD & CIE BANQUE • RTE • SAGEM
- SANOFI-AVENTIS • SOCIÉTÉ DU LOUVRE
- SOCIÉTÉ GÉNÉRALE • SODEXHO ALLIANCE • SOFIL'LIONE
- SOFINNOVA PARTNERS • SOFRESA • STARSEM
- SUEZ • THALES • TOTAL • UNIGRAINS
- UNION DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET MINIÈRES
- UNION DES INDUSTRIE TEXTILES • UNISTRAT COFACE
- VALLOUREC • VIEL & CIE
- WENDEL INVESTISSEMENT

## Ambassades et institutions membres au 31 décembre 2004

- AMBASSADE D'ALLEMAGNE
- AMBASSADE D'ARABIE SAOUDITE
- AMBASSADE D'ARGENTINE • AMBASSADE D'AUSTRALIE
- AMBASSADE D'AUTRICHE • AMBASSADE DE BELGIQUE
- AMBASSADE DU BRÉSIL • AMBASSADE DE BULGARIE
- AMBASSADE DU CANADA • AMBASSADE DE CHINE
- AMBASSADE DE CHYPRE • AMBASSADE DE CORÉE
- AMBASSADE DE CROATIE • AMBASSADE DU DANEMARK
- AMBASSADE D'ÉGYPTE • AMBASSADE D'ESPAGNE
- AMBASSADE D'ESTONIE • AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS
- AMBASSADE DE FINLANDE
- AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE
- AMBASSADE DE GRÈCE • AMBASSADE D'INDE
- AMBASSADE D'IRAN • AMBASSADE D'IRLANDE
- AMBASSADE D'ITALIE • AMBASSADE DU JAPON
- AMBASSADE DE LETTONIE • AMBASSADE DE LITUANIE
- AMBASSADE DU LUXEMBOURG • AMBASSADE DE MALTE
- AMBASSADE DU MEXIQUE • AMBASSADE DE MONACO
- AMBASSADE DE NORVÈGE
- AMBASSADE DE NOUVELLE-ZÉLANDE
- AMBASSADE D'OUZBÉKISTAN
- AMBASSADE DES PAYS-BAS • AMBASSADE DE POLOGNE
- AMBASSADE DU PORTUGAL • AMBASSADE DE ROUMANIE
- AMBASSADE DE RUSSIE
- AMBASSADE DE SERBIE ET MONTÉNÉGRO
- AMBASSADE DE SINGAPOUR • AMBASSADE DE SLOVAQUIE
- AMBASSADE DE SLOVÉNIE • AMBASSADE DE SUÈDE
- AMBASSADE DE SUISSE • AMBASSADE DE TUNISIE
- AMBASSADE DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- AMBASSADE DE TURQUIE • AMBASSADE DU VIETNAM
- BUREAU DE REPRÉSENTATION DE TAIPEI
- MISSION DE LA LIGUE DES ÉTATS ARABES
- DÉLÉGATION PERMANENTE DU CANADA AUPRÈS DE L'OCDE
- DÉLÉGATION PERMANENTE DU JAPON AUPRÈS DE L'OCDE
- DÉLÉGATION PERMANENTE DE LA POLOGNE AUPRÈS DE L'OCDE
- DÉLÉGATION PERMANENTE DE LA SUÈDE AUPRÈS DE L'OCDE
- CENTRE D'ÉTUDES INTERNATIONALES (CEI)
- CENTRE JAPONAIS DU COMMERCE EXTÉRIEUR (JAPAN EXTERNAL TRADE ORGANIZATION, JETRO)
- INSTITUT D'ÉTUDES DE SÉCURITÉ – UNION EUROPÉENNE
- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE (CENTRE DE TRADUCTION)

## Conférences et débats



Emma Bonino,  
Dominique Moisi,  
Michel Rocard,  
Michael Schreyer,  
Edward P. Derejian,  
Carlos Ghosn et  
Thierry de Montbrial.

### Janvier

20 janvier

#### « La situation politique en Palestine : une vue du terrain »

avec *Mahdi Abdul Hadi*, président fondateur du Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs (PASSIA, Jérusalem).

#### « Quel rôle pour les politiques économiques dans les démocraties contemporaines ? »

Table ronde avec *Philippe Auberger*, député de l'Yonne, président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, ancien rapporteur général du Budget, auteur de *La Démocratie à l'épreuve des marchés* (Economica, 2003), et *Anton Brender*, directeur des études économiques, Dexia Asset Management, auteur de *Face aux marchés, la politique* (La Découverte, 2002).

22 janvier

#### « Vers une Constitution européenne ? »

Table ronde avec *Olivier Duhamel*, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, député au Parlement européen, et *Jean-Louis Boulranges*, député au Parlement européen.

23 janvier

#### « L'Azerbaïdjan : vers un nouveau rôle régional ? »

avec *Ilham Aliyev*, président de la République d'Azerbaïdjan.

### Février

9 février

#### « Où va la Géorgie ? »

avec *Damien Helly*, directeur du Caucasus Project, International Crisis Group.

18 février

#### « L'Afrique dans l'après-guerre froide : autopsie d'un suicide assisté ? »

avec *Stephen Smith*, journaliste au quotidien *Le Monde*, spécialiste de l'Afrique.

24 février

#### « Au lendemain des élections : quel avenir pour les réformes en Iran ? »

Table ronde avec *Thierry Coville*, économiste

au Centre d'observation économique de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCIP), et *Farhad Khosrokhavar*, directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

26 février

#### « Quel avenir pour l'Europe ? »

avec *Jean-Claude Juncker*, Premier ministre du Luxembourg.

### Mars

1<sup>er</sup> mars

#### « Le réveil économique indien. Perspectives et enjeux politiques à la veille des élections »

avec *Jean-Joseph Boillot*, conseiller financier, Inde et Asie du Sud, New Delhi, et *Jean-Luc Racine*, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), EHESS.

10 mars

#### « La Turquie candidate à l'Union européenne : forces et faiblesses »

Table ronde avec *Kemal Dervis*, ancien vice-président de la Banque mondiale, ancien ministre turc de l'Économie, membre du Parlement turc, vice-président du Parti républicain du peuple (CHP), et *Pekin Baran*, vice-président de la Turkish Industrialists' and Businessmen's Association (Tusiad), président du conseil d'administration de Denizcilik A.S.

#### « Le retour des nationalismes dans les Balkans ? »

avec *Jacques Rupnik*, directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).

11 mars

#### « Réflexions à propos du pacte de stabilité et de croissance »

avec *Jacques de Larosière*, gouverneur honoraire de la Banque de France, conseiller du président de BNP Paribas, ancien directeur du Fonds monétaire international (FMI).

24 mars

#### « Peut-on éviter le choc des civilisations ? »

Conférence avec *Jean Daniel*, directeur de l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*.

### Avril

1<sup>er</sup> avril

#### « Le terrorisme après le 11 mars 2004 »

Table ronde avec *Alain Chouet*, ancien chef d'études au ministère français de la Défense, *Christian Jacquier*, responsable de l'unité Criminalité financière, Europol, La Haye, *Aboubakr Jamaï*, directeur du *Journal hebdomadaire* (Casablanca), *Richard Labévière*, rédacteur en chef du service international, *Radio France Internationale*.

7 avril

#### « Vers un nouveau Nigeria ? »

Table ronde avec *Ngozi Okonjo-Iweala*, ministre des Finances du Nigéria.

#### « Migrations, frontières et marché du travail »

Table ronde avec *François Héran*, directeur de l'Institut national d'études démographiques (INED), *Catherine Wihtol de Wenden*, directrice de recherche au CERI, Vasoodeven Vuddamalay, enseignant-chercheur à l'Université d'Évry, et *Christophe Bertossi*, Ifri.

14 avril

#### « Défis globaux pour l'Europe : l'Union européenne après l'élargissement »

avec *Anders Fogh Rasmussen*, Premier ministre du Danemark.

15 avril

#### « L'intégration de la Croatie dans l'Union européenne et son impact sur les pays voisins »

avec *Miomir Zuzul*, ministre des Affaires étrangères de Croatie.

19 avril

#### « L'Europe, partenaire ou adversaire des États-Unis »

avec *Pierre Biarnès*, sénateur représentant les Français établis hors de France.



29 avril

« **La situation en Irak vue de Bagdad** »  
avec *Sir Jeremy Greenstock*, représentant  
spécial du Royaume-Uni en Irak.

« **La laïcité en question** »

avec *Jean Baubérot*, directeur d'études  
à l'École pratique des hautes études (EPHE),  
*Franck Frégosi*, chargé de recherche au CNRS,  
Université Robert Schuman, Strasbourg,  
et *Christophe Bertossi*, Ifri.

**Mai**

17 mai

« **Quel avenir pour le triangle de Weimar ?** »

Table ronde avec *Bronislaw Geremek*, ancien  
ministre des Affaires étrangères de Pologne  
et *Angelica Schwall-Düren*, vice-présidente  
du groupe SPD du Bundestag.

18 mai

« **L'avenir de la maîtrise des armements** »

avec *Avis Bohlen*, chercheur sur les politiques  
publiques, The Woodrow Wilson International  
Center, Washington, ancien secrétaire  
d'État adjoint à la maîtrise des armements,  
département d'État.

27 mai

« **La situation en Irak et au Moyen-Orient  
vue de Washington : perspectives politiques  
et impact sur les marchés pétroliers** »

avec *Roger Diwan*, directeur général, Petroleum  
Finance Consulting Energy, Washington.

**Juin**

3 juin

« **Le partenariat transatlantique  
est-il encore indispensable ?** »

avec *Chris Patten*, commissaire européen  
chargé des relations extérieures  
(dans les salons de Boffrand du Sénat).

24 juin

« **La crise de la démocratie américaine** »

avec *Stanley Hoffmann*,  
professeur à l'université Harvard.

28 juin

« **L'Irak et le Moyen-Orient  
devant l'échéance du 30 juin 2004** »

avec *Paul-Marie de La Gorce*,  
écrivain et journaliste.

30 juin

« **La démocratie américaine dans le monde  
arabe et musulman** »

avec *Edward P. Djerejian*, directeur James A.  
Baker III Institute for Public Policy.

**Juillet**

7 juillet

« **When is it Right to Fight?** »

avec *Gareth Evans*, président  
de l'International Crisis Group.

**Septembre**

16 septembre

« **La Nouvelle-Zélande, la France et la  
sécurité internationale : les enjeux  
pour le Pacifique** »

avec *Phil Goff*, ministre des Affaires étrangères,  
du Commerce et de la Justice de Nouvelle-  
Zélande.

**Octobre**

1<sup>er</sup> octobre

« **La Turquie dans l'Europe :  
plus qu'une promesse ?** »

Table ronde *Emma Bonino*, ancien commissaire  
européen, *Michel Rocard*, ancien Premier  
ministre français, député européen, et *Albert  
Rohan*, ancien secrétaire général du ministère  
autrichien des Affaires étrangères, membres de  
la Commission indépendante sur la Turquie.

11 octobre

« **Au lendemain de la tragédie de Beslan :  
quel avenir pour le Caucase du Nord ?** »

avec *Alvaro Gil Robles*, commissaire européen  
aux droits de l'homme, Conseil de l'Europe.

**Novembre**

17 novembre

« **Après les élections américaines,  
que reste-t-il de l'Amérique messianique ?** »

Table ronde avec *Alain Frachon*, directeur  
de la rédaction *Le Monde 2*, et *Daniel Vernet*,  
directeur des relations internationales  
*Le Monde*.

22 novembre

« **Alliance et défis communs : de  
la nécessité d'un vrai dialogue  
transatlantique** »

avec *Jaap de Hoop Scheffer*, secrétaire  
général de l'OTAN.

**Décembre**

20 décembre

« **L'Ukraine entre la Russie et l'Europe** »

avec *Annie Daubenton*, spécialiste de l'Europe  
centrale et orientale.

**Cycle de conférences  
« Observation et théorie des  
relations internationales »**

dirigé par *Thierry de Montbrial*  
dans le cadre de son enseignement  
2003-2004 au Conservatoire national  
des arts et métiers (CNAM) avec  
les chercheurs de l'Ifri.

Présidence : *Thierry de Montbrial*

8 janvier

« **Les transitions politiques  
dans le monde arabe** »

avec *Khadija Mohsen-Finan*, responsable  
du pôle Moyen-Orient-Maghreb à l'Ifri.

10 février

« **Lignes de force et adaptations  
de la politique étrangère russe** »

avec *Thomas Gomart*, chercheur Marie Curie  
au Department of War Studies du King's College  
(Londres) et chercheur associé à l'Ifri.

9 mars

« **La politique énergétique  
internationale des États-Unis** »

avec *Pierre Noël*, chercheur au Centre français  
sur les États-Unis (CFE) à l'Ifri.

27 avril

« **Sécurité internationale et réglementation  
des armements : bilan et perspectives** »

avec *Jean Klein*, chercheur à l'Ifri.

11 mai

« **Les enjeux politiques en Asie du Sud-Est  
après les échéances électorales** »

avec *Sophie Boisseau du Rocher*,  
chercheur au Centre asie ifri.

8 juin

« **Multiplécité et intérêt général : penser de  
nouvelles formes de citoyenneté en Europe** »

avec *Claire Demesmay*, chercheur au Comité  
d'études des relations franco-allemandes  
(Cerfa) à l'Ifri.

16 décembre

« **L'enjeu de la télévision dans la politique  
internationale : le cas des chaînes  
de langue arabe** »

*Mohammed El Oifi*, chercheur associé à l'Ifri.

---

## Rencontres réservées aux entreprises membres

### Dîners et déjeuners-débat

Présidence : *Thierry de Montbrial*

---

#### 26 février

avec *Jean-Claude Juncker*, Premier ministre de la Belgique.

---

#### 3 mars

avec *Louis Gallois*, président de la SNCF, sur « Le développement européen de la SNCF » (conjointement avec le Harvard Business School Club de France).

---

#### 6 avril

avec *Vladimir Pozner*, doyen de la Pozner School of Television Journalism, président de l'Académie de la télévision russe (Moscou).

---

#### 7 avril

avec *Jean-Claude Trichet*, président de la Banque centrale européenne.

---

#### 2 juin

avec *António Vitorino*, commissaire européen chargé de la Justice et des Affaires intérieures.

---

#### 30 juin

avec *Edward P. Djerejian*, directeur du James Baker III Institute for Public Policy (Houston).

---

#### 1<sup>er</sup> juillet

avec *Francis Mer*, ancien ministre français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie (déjeuner-débat).

---

#### 7 juillet

avec *Gareth Evans*, ancien ministre des Affaires étrangères d'Australie, président de l'International Crisis Group.

---

#### 21 juillet

avec *Abdullah Ahmad Badawi*, Premier ministre de Malaisie.

---

#### 7 septembre

avec *Ilham Aliyev*, président de la République d'Azerbaïdjan.

---

#### 4 octobre

avec *Aleksander Kwasniewski*, président de la République de Pologne.

---

#### 6 octobre

avec *Dhruv Shawney*, chairman and managing director, Triveni Engineering Services (Inde).

---

#### 20 octobre

avec *Recep Tayyip Erdogan*, Premier ministre de Turquie.

---

#### 14 décembre

avec *Wu Jianmin*, président de la China Foreign Affairs University (Institut de la diplomatie, Pékin).

---

#### 5 mars

##### « Réforme ou révolution en milieu inconnu : le cas de Nissan au Japon »

Petit-déjeuner débat avec *Carlos Ghosn*, président-directeur général de Nissan Motor Co., Ltd.

---

### Déjeuners de travail

Présidence : *Thierry de Montbrial*

---

#### 11 mars

##### « Revisiter l'Asie »

avec *François Godement*, directeur, et *Françoise Nicolas*, chercheur, Centre asie Ifri.

---

#### 27 mai

##### « Au lendemain de l'élargissement : quelle Europe ? quelles implications économiques ? »

avec *Éliane Mossé*, ancien conseiller financier pour les pays d'Europe centrale, conseiller de l'Ifri pour le Centre franco-autrichien pour le rapprochement européen (CFA), et *Philippe Moreau Defarges*, chercheur à l'Ifri et professeur à l'IEP de Paris (à l'invitation de François Cornélis, président d'Atofina).

---

#### 22 juin

##### « Nouvelle donne au Moyen-Orient et projet de "Greater Middle East" »

avec *Rémy Leveau*, conseiller scientifique, et *Khadija Mohsen-Finan*, responsable du pôle Moyen-Orient-Maghreb à l'Ifri.

---

#### 12 Octobre

##### « Peut-on lever les obstacles à la croissance française ? »

avec *Frédérique Sachwald*, responsable des études économiques à l'Ifri.

---

#### 17 novembre

##### « Les États-Unis après les élections présidentielles »

avec *Guillaume Parmentier*, directeur du CFE.

---

#### 15 décembre

##### « Certitudes et incertitudes des développements russes »

avec *Thomas Gomart*, responsable du programme Russie/CEI à l'Ifri, et *William Tompson*, senior economist à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et chercheur associé à Chatham House (Londres).



# Annexes financières

---

Bilan consolidé

---

Comptes d'exploitation consolidés

---

**Bilan consolidé (euros)**

<b>Actif</b>	2003		2004		<b>Passif</b>	2003	2004
	Net	Brut	Amortissement provisions	Net			
<b>Actif immobilisé</b>					<b>Fonds propres</b>		
Immobilisations incorporelles	7 965	283 996	276 959	7 037	Fonds associatif sans droit de reprise	8 470 553	8 470 553
Immobilisations corporelles	8 265 263	10 828 001	2 785 655	8 042 346	Réserve	1 086 068	1 015 373
Immobilisations financières	22 466	29 300	10 061	19 239	Fonds de dotation	47	47
					Fonds dédiés	252 063	224 702
					Résultat comptable de l'exercice	-70 695	184 910
<b>Actif immobilisé</b>	<b>8 295 694</b>	<b>11 141 297</b>	<b>3 072 675</b>	<b>8 068 622</b>	<b>Fonds propres</b>	<b>9 738 036</b>	<b>9 895 585</b>
<b>Actif circulant</b>					<b>Provisions</b>	205 681	205 849
Stocks	2 310	2 515		2 515	<b>Dettes</b>		
Avances et acomptes versés sur commande	95 404	73 983		73 983	Dettes financières	250	250
Clients et comptes rattachés	569 487	438 096		438 096	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	438 864	377 951
Autres créances	27 324	34 749		34 749	Dettes fiscales et sociales	458 393	528 421
Valeurs mobilières de placement	2 051 169	2 819 976		2 819 976	<b>Produits constatés d'avance</b>	254 386	565 915
Disponibilités	54 222	189 030		189 030	<b>Provisions et Dettes</b>	<b>1 357 574</b>	<b>1 731 386</b>
<b>Actif circulant</b>	<b>2 799 916</b>	<b>3 558 349</b>		<b>3 558 349</b>	<b>Total Passif</b>	<b>11 095 610</b>	<b>11 626 971</b>
<b>Total Actif</b>	<b>11 095 610</b>	<b>14 699 646</b>	<b>3 072 675</b>	<b>11 626 971</b>			

\* Comptes non-audités

**Comptes d'exploitation consolidés (euros)**

<b>Charges</b>	2003	2004
Achats	64 950	70 718
<i>Fourniture de bureau</i>	27 026	41 647
<i>EDF/GDF/Eau</i>	18 467	18 242
<i>Ouvrages</i>	6 177	3 735
<i>Papier</i>	13 280	7 094
Autres charges externes	1 598 282	1 602 113
<i>Frais d'impression</i>	109 758	109 724
<i>Loyers et charges locatives</i>	86 123	110 405
<i>Entretien/réparation</i>	101 284	107 515
<i>Assurances diverses</i>	20 274	14 641
<i>Documentation</i>	77 726	66 658
<i>Honoraires</i>	555 388	573 043
<i>Dons Cotisations</i>	14 648	15 775
<i>Missions/Récep./Déplace.</i>	502 742	501 345
<i>P&amp;T</i>	130 339	103 007
<i>Autres</i>		
Impôts et autres taxes	205 629	225 501
Traitements et charges sociales	2 291 085	2 798 784
Amortissements et provisions	314 686	326 392
Engagements à réaliser	106 825	175 598
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>4 581 457</b>	<b>5 199 106</b>
<b>Charges financières</b>	<b>12 410</b>	<b>7 063</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>18 450</b>	
<b>Excédent net</b>		<b>184 910</b>
<b>Total</b>	<b>4 612 317</b>	<b>5 391 079</b>

<b>Ressources</b>	2003	2004
Subventions	1 625 169	2 035 276
Cotisations et dons	1 170 552	1 261 401
Financement de programmes	1 341 205	1 713 740
Abonnements	133 934	135 973
Autres ressources	42 541	177 187
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>4 313 401</b>	<b>5 323 577</b>
<b>Produits financiers</b>	<b>49 702</b>	<b>49 178</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>178 519</b>	<b>18 324</b>
<b>Déficit net</b>	<b>70 695</b>	
<b>Total</b>	<b>4 612 317</b>	<b>5 391 079</b>

---

# Conseil d'administration

au 31 décembre 2004

**Président : Bertrand Collomb** président-directeur général de Lafarge

**Vice-président secrétaire : René Galy-Dejean**, député de Paris, maire du XV<sup>e</sup> arrondissement

**Vice-président trésorier : Pierre Joxe**, ancien ministre, membre du Conseil constitutionnel.

---

## Membres :

Robert Badinter, ancien ministre, sénateur

François Bujon de L'Estang, ambassadeur de France, président de Citigroup France

Michel Camdessus, gouverneur honoraire de la Banque de France, ancien directeur général du FMI

Jean-Claude Casanova, membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Bertrand Dufourcq, ambassadeur de France, président de la Fondation de France

Alain Dupont, président-directeur général de Colas

Michel François-Poncet, vice-président de BNP Paribas †

Philippe Jurgensen, président de la CCAMIP

Philippe Marini, sénateur, rapporteur général de la commission des finances

Jean Peyrelevade, associé gérant, Toulouse & Associés

Jean Rannou, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air

Louis Schweitzer, président-directeur général de Renault

Yves-Thibault de Silguy, directeur général de Suez

Jean-François Trogrlic, secrétaire national de la CFDT

Hubert Védrine, ancien ministre, associé-gérant d'Hubert Védrine Conseil

André Villeneuve, président d'Euronext.LIFFE

Xavier de Villepin, ancien sénateur

Prosper Weil, membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Crédits photographiques :

©AFP

Vincenzo Pinto-Tim Sloan-Miguel Riopa-Dieter Nagl-Frederic J. Brown-Robert François

©Magnum Photos  
Abbas

©Ministère des Affaires étrangères  
F. de La Mure

©Photothèque Ifri  
Christophe Peus

•

Réalisation : Trocadéro

•

Imprimé en France - Juin 2005



27 rue de la Procession - 75740 Paris Cedex 15  
Tél. : 33 (0) 1 40 61 60 00 - Fax : 33 (0) 1 40 61 60 60  
[www.ifri.org](http://www.ifri.org)